

COMMUNE DE 4470 SAINT-GEORGES S/MEUSE

Rue Albert 1^{er} ,16

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 28 JANVIER 2016

Présents : M. Francis DEJON, Bourgmestre –Président ;

Mme et MM. Marinette VAN EYCK-GEORGIEN, Jean-Michel ROUFFART, Jean-François WANTEN, Louis FOSSOUL, Echevins ;

Mme Annick SACRE, Présidente du CPAS et Conseillère communale ;

Mmes et MM. Pierre BRICTEUX, Ludivine ALFIERI, Yves FASTRE, Hélène KINNEN, Guy GIGNEZ, Marie-Eve HAIDON, Pol LEMESTRE, Roland LEJEUNE, Olivier SALMON, Thierry BELTRAN MEJIDO, Conseillers communaux ;

Mme Catherine DAEMS, Directrice générale.

Excusés : MM. L. FOSSOUL et T. BELTRAN MEJIDO.

SEANCE PUBLIQUE

La séance est ouverte à 20h00 par Monsieur le Bourgmestre-Président.

1. Règlement général de police. Présentation et adoption.

Monsieur le Bourgmestre indique que le Conseil communal va devoir prendre attitude quant à la nouvelle mouture du Règlement général de police. Il accueille Monsieur DONEUX, Chef de corps de la Zone de police, lequel va présenter ce nouveau RGP.

Monsieur DONEUX explique que le nouveau RGP est intitulé « Un Code pour bien vivre ensemble ». L'exposé de Monsieur DONEUX est annexé au procès-verbal. La date d'entrée en vigueur souhaitée du nouveau RGP est le 01/03/2016.

Monsieur SALMON estime que c'est une bonne chose car, lorsqu'on discute avec la population, ce qui choque le plus, ce sont les petits délits qui restent impunis. Il voudrait savoir s'il existe dans tous les cas un droit de la défense.

Monsieur DONEUX répond que le droit de la défense est toujours garanti et que particulièrement pour les mineurs, il existe toute une série d'obligations à respecter avant de pouvoir sanctionner. Il ajoute que les personnes disposent toujours du droit d'être entendues. Il signale qu'on est maintenant en possession d'un outil, le RGP, mais qu'il faudra les moyens pour le faire fonctionner.

Monsieur SALMON demande qui est compétent en matière de médiation.

Monsieur DONEUX indique que l'on travaille avec le Service de Médiation de HUY.

Monsieur SALMON voudrait savoir si à terme, les communes devront prendre en charge les dossiers de sanctions, ...

Monsieur DONEUX répond qu'on peut se poser la question.

Monsieur le Bourgmestre précise que le fonctionnaire sanctionnateur provincial dresse déjà actuellement une déclaration de créance proportionnelle au nombre de dossiers instruits.

Monsieur DONEUX déclare qu'on pourrait envisager dans l'avenir un fonctionnaire sanctionnateur pour la zone de police.

Madame HAIDON demande en ce qui concerne la section 2 du chapitre III : « *Des débits de boissons et des établissements où l'on fait danser ou chanter* », si des enquêtes publiques avant ouverture sont nécessaires pour des établissements tels que les cafés.

Monsieur DONEUX répond qu'on ne réalise pas une enquête publique pour juger s'il est opportun ou pas qu'un café ouvre à un endroit.

Madame HAIDON voudrait savoir si le RGP sera évalué à un certain moment, s'il sera amendé et s'il y aura une présentation de l'évaluation réalisée.

Monsieur DONEUX explique que la première chose est de voir comment le mettre en œuvre et ce qui pose concrètement problème dans les différentes communes de la zone afin de déterminer comment lutter contre ces problèmes par le biais des dispositions contenues dans le RGP. Il rappelle que le RGP est une boîte à outils. Il ajoute que l'on doit utiliser les outils pour définir la politique que la commune souhaite. Il propose que les différents acteurs se mettent autour de la table et mentionne qu'en ce qui concerne le contenu du RGP, on essaye toujours d'obtenir un consensus au niveau des bourgmestres de la zone. Il signale que depuis 2014, le fonctionnaire sanctionnateur provincial établit chaque année un rapport d'évaluation, ce qui signifie qu'un suivi existe déjà actuellement.

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1133-1 et L1133-2 ;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014 ;

Vu l'appartenance de la Commune à la Zone de police Meuse-Hesbaye ;

Considérant la décision d'adopter un règlement unique pour l'ensemble de la Zone de police ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE d'arrêter le Règlement général de police reproduit ci-après.

Article 1 : Le présent règlement abroge les règlements ou parties de règlements antérieurs relatifs aux matières qu'il concerne.

Article 2 : Le présent règlement entre en vigueur au 1^{er} mars 2016.

Article 3 : Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

DONNE PROCURATION au Collège communal pour signer :

- Le protocole d'accord avec le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Liège relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions à l'arrêt et au stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;
- Le protocole d'accord avec le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Liège relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par les majeurs et les mineurs de 16 ans et plus.

Règlement général de police
« Un code pour bien vivre ensemble »

Préface

Le présent règlement est commun aux 6 communes de la zone de Police Meuse-Hesbaye, à savoir Amay, Engis, Saint-Georges-sur-Meuse, Verlaine, Villers-le-Bouillet et Wanze.

Il regroupe différentes législations dont le non-respect des dispositions qu'il contient peut entraîner la prononciation d'une sanction administrative communale.

Il intègre les dispositions prévues par la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales.

Il s'appuie, par ailleurs, sur un protocole d'accord conclu avec l'office du Procureur du Roi de Liège.

Il se divise en 4 parties :

- Le règlement en matière de police administrative : de la sécurité, de la propreté et de la tranquillité publique.
- Les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement
- Les infractions environnementales (déchets, eau, conservation de la nature, lutte contre le bruit, bien-être animal,...)
- Les dispositions concernant la voirie communale

Table des matières

COMMUNE DE 4470 SAINT-GEORGES S/MEUSE.....	1
Chapitre I : De la sécurité publique.....	5
Section 1 : De la sécurité sur la voie publique et dans les lieux publics	6
Sous-section 1 : Dispositions générales.....	6
Sous-section 2 : De l'usage d'une arme de tir ou de jet.....	6
Sous-section 3 : De la dissimulation de visage dans les lieux publics.....	6
Section 2 : De la circulation sur la voie publique.....	7
Sous-section 1 : Des plantations bordant la voie publique	7
Sous-section 2 : De la lutte contre le verglas, du déblaiement de la voie publique en cas de chute de neige ou de formation de verglas.....	7
Section 3 : Dispositions concernant les animaux.....	8
Section 4 : Des dispositions sécuritaires concernant les bâtiments.....	10
Sous-section 1: Du placement sur les bâtiments de plaques de rue, de numéro et de tout signe intéressant la sureté publique.....	10
Sous-section 2 : Des constructions, ancrées ou non dans le sol, roulottes et caravanes menaçant ruines.....	11
Sous-section 3 : De l'utilisation des installations de chauffage par combustion.....	11
Section 5 : Des réunions publiques.....	12
Section 6 : Des atteintes aux biens – destructions, dégradations et autres atteintes à la propriété.....	13
Sous-section 1 : Des destructions et des dégradations diverses.....	13
Sous-section 2 : Des autres atteintes à la propriété.....	14
Section 7 : Des atteintes aux personnes - coups, voies de fait et injures.....	15
CHAPITRE II : DE LA PROPRETE PUBLIQUE	16
Section 1 : De la propreté en général.....	16
Section 2 : De la propreté de la voie publique.....	16
Section 3 : Du dépôt, de l'épandage et de l'écoulement des matières incommodes ou nuisibles.....	18
Section 4 : De l'entretien des terrains et des plantations.....	18
Section 5 : De l'évacuation des eaux pluviales et usées.....	19
Section 6 : De la salubrité des constructions ancrées ou non dans le sol.....	19
Section 7 : Du comblement et de l'entretien des puits	20
CHAPITRE III : DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE.....	20
Section 1 : De la lutte contre le bruit.....	20
Section 2 : Des débits de boissons et des établissements ou l'on fait danser ou chanter.....	22
Section 3 : Des collectes et ventes effectuées sur la voie publique.....	23
Section 4 : De la vente et de la consommation d'alcool sur la voie publique.....	24
Section 5 : Des commerces de nuit ou « night shop »	24
Section 6 : Du stationnement des nomades sur le territoire de la commune.....	25
CHAPITRE VI : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DISPOSITIONS GENERALES..	25
Section 1 : Les sanctions administratives	25
Section 2 : Les mesures alternatives à l'amende administrative.....	25
Sous-section 1 : La médiation locale.....	25
Sous-section 2 : La prestation citoyenne.....	26
Section 3 : Le cas particulier des mineurs d'âge	27
Section 4 : Dispositions générales	28
CHAPITRE I : INTERDICTIONS PREVUES PAR LE DECRET DU 27 JUI 1996	
RELATIF AUX DECHETS.....	33

CHAPITRE II : INTERDICTIONS PREVUES PAR LE CODE DE L'EAU.....	34
Section 1 : En matière d'eau de surface.....	34
Section 2 : En matière d'eau destinée à la consommation humaine.....	35
Section 3 : En matière de cours d'eau non navigables	36
CHAPITRE III : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX ETABLISSEMENTS CLASSES.....	37
CHAPITRE IV : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DE LA LOI DU 12 JUILLET 1973 SUR LA CONSERVATION DE LA NATURE.....	38
CHAPITRE V : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DE LA LOI DU 18 JUILLET 1973 RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LE BRUIT.....	39
CHAPITRE VI : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT EN CE QUI CONCERNE LES MODALITES DES ENQUETES PUBLIQUES.....	39
CHAPITRE VII : INFRACTIONS PREVUES PAR LA LOI DU 14 AOÛT 1986 RELATIVE A LA PROTECTION ET AU BIEN-ETRE DES ANIMAUX.....	39
CHAPITRE VIII : Interdictions prévues par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.....	42
CHAPITRE IX : SANCTIONS ADMINISTRATIVES.....	42
CHAPITRE X: TRANSACTION.....	43
CHAPITRE XI: MEDIATION.....	44

TITRE 1 :

REGLEMENT EN MATIERE DE POLICE ADMINISTRATIVE : DE LA SECURITE, DE LA PROPETE ET DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

Disposition générale

Article 1

Pour l'application du présent chapitre et, plus généralement pour l'application du présent règlement la voie publique est la partie du territoire communal affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous dans les limites prévues par les lois, les arrêtés et les règlements.

Elle comporte entre autres :

- a) les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs.
- b) les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés.

Chapitre I : De la sécurité publique

Section 1 : De la sécurité sur la voie publique et dans les lieux publics ¹

Sous-section 1 : Dispositions générales

Article 2

Tout participant à un rassemblement sur la voie publique est tenu d'obtempérer aux injonctions de la police, destinées à préserver ou à rétablir la sûreté ou la commodité de passage.

Article 3

Dans le cadre d'activités autorisées sur la voie publique (colportage, musiciens de rue, distributeurs de revues/tracts/journaux,...), il est néanmoins interdit aux détenteurs de l'autorisation d'importuner le public dans le but de favoriser leur commerce.

Sous-section 2 : De l'usage d'une arme de tir ou de jet

Article 4

Sans autorisation du Bourgmestre, est interdit l'usage d'une arme de tir ou de jet sur la voie publique, ainsi qu'en tout autre endroit, lorsque le risque existe qu'un projectile atteigne un usager de celle-ci.

Article 5

A l'occasion de réjouissances publiques, le Bourgmestre pourra déroger au texte de l'article précédent.

Sous-section 3 : De la dissimulation de visage dans les lieux publics

Article 6 ² - Infraction mixte

Il est interdit, sauf dispositions légales contraires, de se présenter dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables.

Toutefois, ne sont pas visés par l'alinéa 1er, ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie de

¹ L'utilisation privative de la voie publique ainsi que les dispositions concernant les travaux sur et en bordure de la voie publique sont régis par la partie consacrée à la voirie communale.

² Voir article 563 bis du code Pénal.

manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives.

Section 2 : De la circulation sur la voie publique³

Sous-section 1 : Des plantations bordant la voie publique

Article 7

Tout occupant d'un immeuble ou d'un terrain ou à défaut d'occupant, le propriétaire, est tenu de veiller à ce que les plantations soient émondées de façon telle qu'aucune branche :

- a) ne fasse saillie sur la voie carrossable, à moins de quatre mètres et demi au-dessus du sol,
- b) ne fasse saillie sur l'accotement, le trottoir, les sentiers ou chemins publics, à moins de deux mètres et demi au-dessus du sol,
- c) ne diminue l'intensité de l'éclairage public.
- d) ne masque la signalisation routière.

Il est en outre tenu d'obtempérer aux mesures complémentaires prescrites par l'autorité compétente.

Sous-section 2 : De la lutte contre le verglas, du déblaiement de la voie publique en cas de chute de neige ou de formation de verglas

Article 8

Par temps de gel, il est interdit de déverser ou de laisser s'écouler de l'eau sur la voie publique ou tout autre liquide susceptible d'entraîner la formation de plaques de verglas.

Article 9

Dans les parties agglomérées de la commune, en cas de chute de neige ou de formation de verglas, tout riverain d'une voie publique est tenu de veiller à ce que, devant la propriété qu'il occupe, un espace suffisant pour le passage des piétons soit déblayé et rendu non glissant. Cet espace devra être au moins égal à un mètre.

Si l'immeuble est occupé par plusieurs personnes, le locataire du rez-de-

³ L'utilisation privative de la voie publique ainsi que les dispositions concernant les travaux sur et en bordure de la voie publique se trouvent dans la partie consacrée à la voirie communale.

chaussée est considéré comme principal occupant chargé de l'entretien du trottoir, sauf convention entre les différents locataires.

Si le rez-de-chaussée, l'entièreté de l'immeuble, ou le terrain, bâti ou non, n'est pas occupé, le propriétaire, l'usufruitier ou les héritiers sont considérés comme responsables.

En ce qui concerne les édifices publics ou appartenant à une personne morale, l'entretien est à charge des personnes désignées à cet effet par leurs employeurs ou à défaut par la(les) personne(s) qui occupe(nt) le plus souvent le bâtiment à titre d'occupant(s).

Dans le cas d'immeuble à appartements multiples, l'obligation est à charge du concierge ou, à défaut, du syndic ou du président du comité de gestion.

Article 10

Les neiges et les glaces déblayées, ne pourront être jetées sur la voie publique, elles seront mises en tas sur le bord du trottoir le long de la chaussée, de manière à gêner le moins possible la circulation tant des véhicules que des piétons.

Section 3 : Dispositions concernant les animaux

Article 11

Il est interdit au détenteur d'un animal de le laisser circuler sur la voie publique sans prendre les précautions nécessaires pour l'empêcher de porter atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage.

Les chiens doivent être tenus en laisse sur la voie publique.

*[Toute défécation d'animal devra être immédiatement enlevée par les soins du propriétaire ou du gardien de l'animal].
Comportement incriminé par le décret relatif à la délinquance environnementale, article 1 2° du Titre 3.*

Article 12

Il est interdit aux propriétaires et détenteurs de chiens de laisser errer ceux-ci sans surveillance en quelque lieu que ce soit : voies publiques, champs, terre, bois, etc...

Cette interdiction s'applique à tout le territoire de la commune.

Article 13

Il est interdit de laisser ou faire pénétrer les chiens dans les cimetières, dans les cours de récréation des écoles, les terrains de jeu et de sport, les plaines de jeu.

Article 14

Il est interdit au détenteur de tout animal de le laisser pénétrer et circuler dans les propriétés privées.

Article 15

Dans une propriété privée, le chien sera gardé soit à l'intérieur d'un bâtiment d'où il ne peut sortir, soit dans un endroit parfaitement clos, adapté à la taille et à la force de l'animal et assurant à celui-ci une protection contre les éléments naturels.

En cas de clôture en treillis, celle-ci sera constituée de mailles serrées afin d'empêcher les enfants ou tout autre personne de passer la main au travers.

Si l'animal fait partie des chiens visés à l'article 16, la clôture sera d'une hauteur minimum de 1m80cm hors sol. De plus, elle sera enfouie d'au moins trente centimètres dans le sol.

Article 16

§1 1° Les chiens appartenant à l'une des races suivantes, ceux issus du croisement d'une de ces races ainsi que les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologique à une de ces races sont reconnus comme dangereux.

Chiens concernés : L'American Staffordshire Terrier, l'English Terrier (Staffordshire Terrier), le Fila Brasileiro (Mâtin Brésilien), le Tosa Inu, l'Akita Inu, le Dogo Argentin (Dogue d'Argentine), le Bull Terrier, le Mastiff (toutes origines), le Ridgeback Rhodésien, le Dogue de Bordeaux, le Bang Dog, le Rottweiler.

La détention de ces chiens doit faire l'objet d'une déclaration aux services de police.

2° Le bourgmestre peut également, par arrêté, déclarer comme dangereux un chien non repris dans la liste sur base d'un rapport de police établissant que le chien montre, a montré son agressivité ou est connu pour la manifester.

§2 Les chiens visés au §1 devront porter la muselière lorsqu'ils se trouvent sur la voie publique.

§ 3 Il ne peut être détenu à la même adresse qu'un seul chien visé au §1.

§4 Les détenteurs devront se conformer aux règles suivantes :

1° Obtenir du Bourgmestre un permis de détention délivré soit sur base d'une attestation de suivi d'une formation et d'éducation de son chien par un centre agréé de dressage, soit sur base d'une attestation de réussite d'un test de sociabilité d'un centre reconnu. L'attestation doit être renouvelée tous les 2 ans.

2° De fournir annuellement auprès du Bourgmestre, la preuve d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile en cas d'accident ;

3° De laisser visiter aux services de police les lieux de détention de l'animal.

Les dispositions du §4 concernent également les personnes qui viendraient élire domicile sur la commune.

Le non-respect d'une des dispositions prévues dans cet article pourra être sanctionné.

Article 17

Il est interdit de faire ou de laisser circuler sur la voie publique des animaux sauvages et d'agrément au sens de la législation sur la protection des animaux sans autorisation écrite du Bourgmestre et sans avoir pris au préalable toutes les mesures pour rester maître des-dits animaux.

Section 4 : Des dispositions sécuritaires concernant les bâtiments

Sous-section 1: Du placement sur les bâtiments de plaques de rue, de numéro et de tout signe intéressant la sûreté publique

Article 18

Tout propriétaire d'un bâtiment ou titulaire d'un autre droit réel est tenu, s'il échet, de permettre le placement, par les services compétents, sur le bâtiment, d'une plaque portant le nom de la rue, ainsi que de tous signaux, appareils et supports intéressant la sûreté publique ou un service public, même si le bâtiment est construit hors alignement.

Article 19

Le Bourgmestre désigne le numéro de police qui sera apposé aux maisons habitées ou non, ainsi qu'aux bâtiments destinés ou non à l'habitation et ayant une issue directe et particulière.

Le propriétaire, ou l'occupant du bâtiment, a l'obligation d'apposer le numéro de police de façon visible de la voie publique.

En ce qui concerne les immeubles et immeubles à logements multiples, chaque appartement se verra attribuer un numéro composé du numéro de l'immeuble, séparé par une barre verticale, du numéro de l'étage et de celui de l'appartement.

Article 20

En cas de reconstruction ou de modification de la façade, le propriétaire est tenu de replacer le ou les numéros à ses frais.

Il est défendu d'endommager, de salir ou de modifier les numéros et de s'opposer à leur modification lorsque l'autorité jugera utile de les modifier.

Sous-section 2 : Des constructions, ancrées ou non dans le sol, roulottes et caravanes menaçant ruines

Article 21

La présente section est applicable aux constructions ancrées ou non dans le sol, aux roulottes et caravanes, qui sont dénommées ci-après : « installations », et dont l'état met en péril la sécurité des personnes, même si ces installations ne jouxtent pas la voie publique.

Article 22

Lorsque le péril est imminent, le Bourgmestre arrête les mesures adéquates.

L'arrêté du Bourgmestre dont il est question à l'alinéa précédent est affiché sur le lieu des installations et notifié aux intéressés, soit par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, soit par exploit d'huissier, ou contre accusé de réception.

Article 23

Lorsque le péril n'est pas imminent, le Bourgmestre fait dresser un état des lieux qu'il notifie aux intéressés en indiquant les mesures qu'il se propose de prescrire.

Article 24

En même temps qu'il notifie l'état des lieux, le Bourgmestre invite les intéressés à lui faire part, dans un délai raisonnable qu'il fixe, de leurs observations à propos de l'état des installations et des mesures à prendre.

Après avoir pris connaissance des observations ou à défaut de celle-ci à l'expiration du délai imparti, le Bourgmestre arrête les mesures adéquates et fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

La notification se fait dans les mêmes formes que définies à l'article 22.

Article 25

Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occupation aussi longtemps que les mesures prescrites par le Bourgmestre aux articles précédents ne sont pas réalisées.

Sous-section 3 : De l'utilisation des installations de chauffage par combustion

Article 26

Les utilisateurs d'installations de chauffage par combustion doivent veiller à ce qu'il ne résulte du fonctionnement de leur installation aucune atteinte à la

salubrité et sécurité publiques. Ces installations seront établies, entretenues et utilisées conformément aux prescriptions légales tendant à prévenir la pollution atmosphérique.

Les propriétaires, locataires ou occupants principaux d'immeubles bâtis sont tenus de maintenir constamment en bon état de propreté et de fonctionnement les cheminées et fours dont ils font usage.

Section 5 : Des réunions publiques

Article 27

§ 1 Toute manifestation, telle que par exemple concerts, bals, parties dansantes, rallyes touristiques et autres, tant sur terrain public que privé, lorsqu'elle a lieu à l'air libre ou sous chapiteau non entièrement clos et couvert requiert l'autorisation du Bourgmestre. Le Bourgmestre peut assortir son autorisation de toutes les conditions qu'il juge nécessaires au bon déroulement de la réunion, dans un but de maintien de l'ordre public.

§ 2 Tout organisateur et tout participant à une manifestation prévue au § 1 est tenu d'obtempérer aux directives et injonctions de la police, destinées à prévenir les troubles éventuels, à préserver ou à rétablir la sécurité et la tranquillité publique.

§ 3 L'autorisation mentionnée au paragraphe 1er doit être demandée par écrit au Bourgmestre au moins 30 jours avant le jour de la manifestation. Cette demande accompagnera le formulaire « événement » reprenant précisément la nature de l'évènement et les mesures prises par l'organisateur.

Article 28

§1 Les manifestations, telles que par exemple concerts, bals ou parties dansantes ouverts au public, mais en lieu clos et couvert, doivent être déclarées par écrit au Bourgmestre dans un délai de 15 jours précédant le jour de la manifestation. La déclaration sera accompagnée du formulaire « évènement » reprenant précisément la nature de l'évènement et les mesures prises par l'organisateur.

§ 2 Le Bourgmestre délivre un accusé de réception de la déclaration écrite mentionnée au paragraphe 1er.

Article 29

Lorsque le (ou les organisateurs) d'une manifestation définie aux articles de la présente section souhaite faire usage, au cours de cette manifestation, d'un système de diffusion musicale ou sonore, il est tenu d'en faire mention dans sa demande ou sa déclaration. Il veillera également au respect des règles concernant la tranquillité publique.

Section 6 : Des atteintes aux biens – destructions, dégradations et autres atteintes à la propriété

Sous-section 1 : Des destructions et des dégradations diverses

Article 30⁴ - Infraction mixte

Il est interdit de réaliser sans autorisation des graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers.⁵

Article 31⁶ - Infraction mixte

Sans préjudice des dispositions prévues par le chapitre III, titre IX, livre II du Code Pénal, il est interdit d'endommager ou de détruire volontairement, des propriétés mobilières d'autrui.

Article 32⁷ - Infraction mixte

Il est interdit de détruire, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, ou de mettre hors d'usage à dessein de nuire, les voitures, wagons et véhicules à moteur.

Article 33⁸ - Infraction mixte

Il est interdit de dégrader volontairement les propriétés immobilières d'autrui.

Article 34⁹ - Infraction mixte

⁴ Voir article 534bis du Code Pénal.

⁵ Les dispositions concernant l'affichage public se trouvent au sein de la partie concernant la voirie communale.

⁶ Voir article 559, 1^o du code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

⁷ Voir article 521 al.3 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

⁸ Voir article 534 ter du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

⁹ Voir article 563, 2^o du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

Il est interdit de dégrader ou endommager volontairement des clôtures urbaines ou rurales de quelques matériaux qu'elles soient faites.

Article 35¹⁰ - Infraction mixte

Il est interdit de, en tout ou en partie, combler des fossés, couper ou arracher des haies vives ou sèches, détruire des clôtures rurales ou urbaines, de quelques matériaux qu'elles soient faites; déplacer ou supprimer des bornes, pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages

Article 36¹¹ - Infraction mixte

Il est interdit d'abattre méchamment un ou plusieurs arbres, de les mutiler ou de les écorcer de manière à les faire périr ou détruire une ou plusieurs greffes.

Article 37¹² - Infraction mixte

Il est interdit de détruire, abattre, mutiler ou dégrader : des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales; des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation; des monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, placés dans les églises, temples ou autres édifices publics.

Sous-section 2 : Des autres atteintes à la propriété

Article 38

Il est interdit de jeter des objets ou matières quelconques contre des véhicules ou des constructions appartenant à autrui pouvant les souiller ou les altérer.

Article 39

Nul ne peut sans nécessité et contre la volonté du propriétaire, passer sur le

¹⁰ Article 545 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹¹ Article 537 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹² Article 526 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

terrain appartenant à autrui.

Article 40¹³ – Infraction mixte

Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol. Est assimilé au vol le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané.

Section 7 : Des atteintes aux personnes - coups, voies de fait et injures

Article 41

Celui qui en dehors des cas prévus au chapitre V, titre VIII, livre II du Code Pénal, aura proféré des injures à l'encontre des corps constitués ou des particuliers sera passible des peines prévues par le présent Règlement.

Article 42¹⁴ - Infraction mixte

Pourront être poursuivis les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures, particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller.

Article 43¹⁵ - Infraction mixte

Pourra être poursuivi quiconque aura injurié une personne soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444 du code pénal¹⁶.

¹³ Article 461 et 463 du Code pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹⁴ Article 563, 3° du code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹⁵ Article 448 du Code pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹⁶ Soit dans des réunions ou lieux publics ; Soit en présence de plusieurs individus, dans un lieu non public, mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter; Soit dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ; Soit par des écrits imprimés ou non, des images ou des emblèmes affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public; Soit enfin par des écrits non rendus publics, mais adressés ou communiqués à plusieurs personnes.

Pourra être poursuivi quiconque, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444, aura injurié par paroles, en sa qualité ou en raison de ses fonctions, une personne dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou ayant un caractère public.

Article 44¹⁷ – Infraction mixte

Pourra être poursuivi quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups.

CHAPITRE II : DE LA PROPETE PUBLIQUE

Section 1 : De la propreté en général

Article 45

Dans les zones agglomérées, il est interdit de satisfaire à des besoins naturels ailleurs que dans les endroits affectés à cet usage.

Article 46

Il est interdit de distribuer de la nourriture sur la voie publique, lorsque cette pratique favorise la multiplication et la fixation d'animaux errants, tels que chats, chiens, pigeons, rongeurs ou autres.

Section 2 : De la propreté de la voie publique

Article 47

Les riverains d'une voie publique (occupant ou à défaut d'occupant, le propriétaire) doivent maintenir le trottoir ainsi que les accotements bordant leur immeuble bâti ou non, en parfait état de conservation et de propreté, jusqu'au filet d'eau inclus. Ils doivent également prendre toutes mesures propres à assurer la sécurité et la commodité de passage des usagers.

Là où il n'existe ni fossé, ni filet d'eau, cette obligation s'étend jusqu'à une limite parallèle et située à 1 mètre du bord extérieur de la bande de circulation.

Dans le cas d'immeubles occupés par plusieurs personnes et dans le cas d'immeubles à appartements, se référer à l'article 9.

¹⁷ Article 398 du Code pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

Article 48

Le produit du balayage effectué par les habitants sera enlevé par leurs soins et pourra être déposé dans leur poubelle. En aucun cas, il ne pourra être introduit dans les égouts, caniveaux, grilles et avaloirs.

Article 49¹⁸

Quiconque a, de quelque façon que ce soit, souillé ou laissé souiller la voie publique communale est tenu de veiller à ce que celle-ci soit, sans délai, remise en état de propreté.

Article 50¹⁹

Sans préjudice des dispositions sur la législation environnementale, les travaux qui sont de nature à répandre de la poussière ou des déchets sur les propriétés voisines ou sur la voie publique communale²⁰ ne peuvent être entrepris qu'après établissement d'écrans imperméables.

Celui qui exécute les travaux est tenu d'arroser régulièrement les ouvrages de manière à limiter au maximum la dispersion des poussières et des déchets.

Article 51²¹ _

Lorsque la voirie est souillée du fait des travaux, l'entrepreneur est tenu de la remettre, sans délai, en parfait état de propreté.

Article 52²²

Les transporteurs par camions de chaux en poudre, chaux en roche, cendrées de chaux, calcaire broyé, et autres matières, pulvérulentes ou susceptibles de se répandre dans l'atmosphère, sont obligés de couvrir leurs véhicules d'une bâche

¹⁸ Si la voie concernée est une voie régionale, l'article 5 du décret relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques du 19/03/2009 s'applique.

¹⁹ Si la voie concernée est une voie régionale, l'article 5 du décret relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques du 19/03/2009 s'applique.

²⁰ Idem 19.

²¹ Idem 19.

²² Idem 19.

ou d'un filet selon le type de transport lorsqu'ils circulent dans les rues de la commune.

Section 3 : Du dépôt, de l'épandage et de l'écoulement des matières incommodes ou nuisibles

Article 53

Sans préjudice des dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail et du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, nul ne peut, sans autorisation préalable du Collège Communal, établir une fosse d'aisance, à fumier ou à purin, sur un terrain à quelque distance que ce soit de la voie publique. La même autorisation est requise pour les fosses à pulpe et à fourrage vert qui doivent se trouver à 20 mètres au moins des habitations d'autrui.

L'épandage du purin et de lisier ne pourra se faire lorsque la température dépasse 20 degrés ou lorsque l'IRM annonce une telle température dans les 48 heures. Toutefois, si la température dépasse 20 degrés, l'épandage est permis pour autant que la terre soit travaillée le jour même.

Des dépôts de fumier ou de matières fécales en terrains de culture doivent se trouver au moins à 25 mètres des habitations de tiers. Ils ne peuvent en aucun cas empiéter sur l'accotement et la voie publique. Les dépôts ne peuvent masquer la visibilité des usagers de la route dans les virages et à proximité des carrefours.

En cas d'infraction lorsque le moindre retard pourrait occasionner un danger, l'autorité compétente procède d'office aux frais du contrevenant à l'exécution des mesures que celui-ci reste en défaut d'exécuter.

Section 4 : De l'entretien des terrains et des plantations

Article 54

Tout terrain, doit être entretenu de façon à ne pouvoir en rien, nuire aux parcelles voisines.

Article 55

Les herbes devront être tondues ou fauchées au minimum deux fois par an, dont une fois avant le 15 juin et une seconde fois avant le 15 septembre.

Dans le cas de prairies destinées au pâturage et d'une superficie supérieure à 2.000 m², cette obligation pourra se limiter à une bande d'une largeur de 4 mètres longeant les parcelles voisines et/ou le domaine public.

Article 56

Sans préjudice de l'application de l'article 55 au cas où des travaux d'entretien ne seraient pas réalisés dans les délais prévus par le présent règlement, l'Administration communale pourra, après un premier avertissement, les faire exécuter aux frais du propriétaire, de l'usufruitier ou des héritiers de la parcelle.

Article 57

Par dérogation, les articles 54 à 56 ne seront pas applicables aux terrains protégés par des règlements particuliers qu'ils soient locaux, régionaux ou fédéraux.

Article 58- Mineurs (attention pas visés avant mais important) le rajout a pour vocation de simplifier le travail policier, cette disposition étant incluse dans les ordonnances déchets

Il est interdit d'incinérer des déchets, que ce soit en plein air ou dans des bâtiments, des ateliers ou des locaux, en utilisant ou non des appareils tels que poêles, feux ouverts, brûle-tout ou autres appareils et procédés similaires. Est toutefois tolérée, conformément au Code rural (art. 89-8°), l'incinération des déchets végétaux provenant de l'entretien des jardins pour autant que le feu soit surveillé et distant d'au moins 100 mètres de toute habitation, bois, forêts et haies.

Article 59

Sauf autorisation préalable écrite du Collège communal, il est strictement interdit de procéder à tout élagage, abatage ou dégradation d'une arbre planté sur le domaine public. Toute dégradation d'espace vert sera également poursuivie²³.

Section 5 : De l'évacuation des eaux pluviales et usées

Voir Titre 3

Section 6 : De la salubrité des constructions ancrées ou non dans le sol

Article 60

Sans préjudice des dispositions réglementaires particulières à ce chapitre, la présente section est applicable aux installations dont l'état met en péril la salubrité publique.

²³ Ne pas confondre avec l'article 537 CP, visé à l'art 37 du présent règlement : Quiconque aura méchamment abattu un ou plusieurs arbres, coupé, mutilé ou écorcé ces arbres de manière à les faire périr, ou détruit une ou plusieurs greffes, sera puni : A raison de chaque arbre, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six [euros] à cent [euros]; A raison de chaque greffe, d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de vingt-six [euros] à cinquante [euros], ou d'une de ces peines seulement. Dans aucun cas, la totalité de la peine n'excédera trois ans pour l'emprisonnement, ni cinq cents [euros] pour l'amende.

Article 61

Lorsque le péril est imminent, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates.

Article 62

Lorsque le péril n'est pas imminent, le Bourgmestre fait dresser un rapport d'expertise qu'il notifie aux intéressés.

Article 63

En même temps qu'il notifie le rapport d'expertise, le Bourgmestre invite les intéressés à lui faire part dans un délai raisonnable qu'il fixe, de leurs observations à propos de l'état de l'installation et des mesures qu'ils se proposent de prendre.

Après avoir pris connaissance de ces observations ou à défaut de celles-ci, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates et fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

Article 64

Les mesures prescrites par le Bourgmestre sont affichées sur la façade de l'installation, après avoir été notifiées aux intéressés par toute voie de droit.

Article 65

Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occuper une installation que le Bourgmestre a déclarée inhabitable et dont il a ordonné l'évacuation.

Section 7 : Du comblement et de l'entretien des puits

Article 66

Le comblement des puits à eau alimentaire est subordonné à l'autorisation écrite du Bourgmestre et aux conditions imposées par celui-ci sur la manière de procéder, sans préjudice des dispositions légales en la matière.

Tout bénéficiaire de l'autorisation prévue à l'alinéa précédent est tenu d'observer les conditions énoncées dans l'arrêté d'autorisation.

Article 67

Il est strictement interdit de transformer l'usage des puits à eau alimentaire.

CHAPITRE III : DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

Section 1 : De la lutte contre le bruit

Article 68

Est interdit tout bruit ou tapage diurne de nature à troubler la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité.

Article 69²⁴- Infraction mixte

Il est interdit de se rendre coupable de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants.

Article 70

§1^{er}. L'utilisation, à moins de cent mètres de toute habitation, de tondeuses à gazon, de débroussailleuses, scies circulaires, tronçonneuses et autres engins à moteurs à explosion destinés notamment à des fins de jardinage et espaces verts, est interdite, en semaine entre 22 et 08 heures et le dimanche et les jours fériés toute la journée, sauf entre 10 et 12 heures.

§2. Les fermiers utilisateurs d'engins agricoles et les services d'utilité publique ne sont pas visés par la disposition du §1.

Article 71

Sont interdits sur la voie publique, sauf autorisation écrite du Bourgmestre :

- a) les tirs de pétards et les feux d'artifice, sans préjudice des prescriptions portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs,
- b) l'usage des haut-parleurs, d'amplificateurs ou autres appareils d'émissions sonores susceptibles d'être perçues sur la voie publique.

Article 72

Les organisateurs de réunions publiques ou privées et les exploitants de locaux où se tiennent de telles réunions sont tenus de veiller à ce que le bruit produit de l'intérieur, ou par les participants à ces réunions, n'incommoder pas les habitants ou voisinage.

Article 73

Les appareils destinés à faire fuir les oiseaux des lieux de culture ne peuvent être utilisés qu'entre 08 et 20 heures avec autorisation du Bourgmestre. De tels engins ne peuvent se trouver qu'à au moins 100 mètres de l'habitation la plus proche. Il doit s'écouler au moins 15 minutes entre deux explosions successives.

Article 74

²⁴

Les propriétaires d'animaux sont tenus de prendre toutes dispositions pour que la tranquillité publique ne soit pas troublée par des aboiements, hurlements, cris ou chants.

Article 75

Toute personne qui de par son comportement occasionne 1 trouble caractérisé de l'ordre public nécessitant une intervention des services de police, pourra se voir infliger une amende administrative.

Section 2 : Des débits de boissons et des établissements où l'on fait danser ou chanter

Article 76

Toute personne morale ou physique désirant ouvrir un débit de boisson doit obtenir préalablement l'autorisation de la Commune.

Celle-ci ne sera délivrée, pour un débit de boissons fermentées, qu'après vérification que le demandeur et les personnes habitant chez lui et pouvant participer à ce débit ne sont pas déchues du droit d'exploiter un débit de boissons par une des exclusions stipulées à l'article 1 des lois coordonnées du 03 avril 1953 (M.B.04/04/1953). Pour les débits de boissons spiritueuses, la commune vérifiera que le demandeur, le mandataire éventuel du demandeur, et le cas échéant les personnes habitant chez le demandeur ou dans l'établissement et qui participent à l'exploitation du débit, ne tombent pas sous le coup d'une des interdictions d'ouverture prévues à l'article 11 de la Loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour débit de boissons spiritueuses (M.B.30/12/1983).

La commune vérifiera également si le débit de boisson remplit les exigences en matière d'hygiène, prévues aux articles 5 et 6 des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées du 3 avril 1953 ainsi qu'aux articles 4 et 7 de l'arrêté royal du 04 avril 1953.

Pour ce qui est des débits occasionnels (maximum 10 fois par an pour le même demandeur), la commune ne doit plus délivrer d'avis. Toutefois pour les débits de boissons spiritueuses ouverts occasionnellement aux endroits où se déroulent des manifestations publiques telles que des manifestations sportives, politiques ou culturelles, une autorisation spéciale du Collège communal est requise (Art 9 de la Loi du 28 décembre 1983).

Article 77

Une visite de prévention incendie est obligatoire dans le cadre des demandes d'ouverture d'un débit de boissons. Cette demande, à l'initiative du candidat exploitant, accompagnera la demande initiale d'ouverture à la commune; laquelle veillera à un traitement prioritaire de cette visite.

Article 78

Il est interdit aux exploitants de débits de boissons publics de fermer à clef leur établissement, d'éteindre ou de camoufler la lumière, tant qu'un ou plusieurs consommateurs se trouvent dans les locaux.

Article 79

Sans préjudice des prescriptions légales en matière d'urbanisme et d'environnement, en cas d'utilisation de musique amplifiée dans son établissement, l'exploitant veillera à ne pas occasionner de nuisance pour le voisinage. En cas de constat avéré de ces nuisances, l'exploitant pourra être contraint de prendre toute mesure utile pour faire cesser ces nuisances et le cas échéant se verra contraint d'installer un dispositif limiteur de son pour poursuivre son activité.

Article 80

En cas de trouble de la tranquillité publique, tout exploitant d'établissement où l'on fait chanter ou danser ou tout exploitant d'un débit de boissons, pourra se voir imposer par le Bourgmestre des heures particulières d'ouverture et de fermeture.

Les hôtels, restaurants et pensions ne sont considérés comme débits de boissons que pour autant que les boissons fermentées y soient servies sans repas.

En cas de non-respect des heures fixées, l'exploitant de l'établissement pourra se voir infliger une amende.

Section 3 : Des collectes et ventes effectuées sur la voie publique

Article 81

Toute collecte effectuée sur la voie publique et dans les lieux publics autres que les lieux de culte doit être déclarée par écrit au Bourgmestre au moins huit jours avant la date souhaitée pour la collecte.

Le Bourgmestre pourra interdire la collecte si le maintien de l'ordre le requiert.

Article 82

La mendicité, dans le but de prévenir les troubles de l'ordre public, est interdite sur la voie publique et dans les lieux publics.

Article 83

Toute vente de biens ou services effectuée au porte à porte doit être déclarée par écrit au Bourgmestre au moins huit jours avant la date souhaitée pour la vente.

Le Bourgmestre pourra interdire la vente si le maintien de l'ordre le requiert.

Le vendeur sera porteur d'une carte d'identification spécifique délivrée par la commune. Il devra l'exhiber à toute personne qui la lui demande.

Section 4 : De la vente et de la consommation d'alcool sur la voie publique

Article 84

Il est interdit de vendre, distribuer et consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique, en dehors des terrasses et autres lieux autorisés affectés spécialement à cet effet.

Le Bourgmestre peut accorder des dérogations motivées à l'interdiction formulée à l'alinéa précédent.

La détention ou la possession de récipients ouverts contenant des boissons alcoolisées est assimilée à la consommation visée au présent article.

Le constat d'une infraction entraîne la confiscation ou la destruction immédiate des boissons alcoolisées constituant l'infraction indépendamment d'une autre sanction.

Section 5 : Des commerces de nuit ou « night shop »

Article 85

Les commerces de nuit ou Night shop ne peuvent pas être ouverts avant 18 heures et après minuit. Toutefois, du vendredi au samedi et du samedi au dimanche, ainsi que la veille d'un jour férié légal, la période d'ouverture est fixée entre 18 heures et 2 heures.

Article 86

La vente de boissons alcoolisées est interdite dans les commerces de nuit ou Night shops après 22 heures.

Article 87

La vente de boissons alcoolisées est interdite à toute heure à des mineurs de moins de 18 ans.²⁵

Article 88

25

Dans le cas d'une boisson fermentée (vin, bière, cidre, champagne,...) il s'agit d'une infraction administrative. Dans le cas de boisson contenant de l'alcool distillé (en ce compris les alcools pop), il s'agit d'une infraction à l'article 6 § 6 de la loi du 24 JANVIER 1977, relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Compte tenu des effets particulièrement dommageables sur le comportement de ses consommateurs, les boissons spiritueuses d'un taux d'alcoolémie supérieur à 40° sont totalement interdites à la vente dans les commerces de nuit ou Night shop.

Article 89

L'exploitant met à disposition de ses clients des poubelles ou des conteneurs appropriés en nombre suffisant, favorisant le tri des déchets recyclables et valorisables.

Section 6 : Du stationnement des nomades sur le territoire de la commune

Article 90

En dehors des espaces dûment affectés à l'accueil et au séjour des gens du voyage et moyennant le respect des conditions édictées par le Collège Communal, le stationnement des nomades sur le territoire de la commune ne peut dépasser quarante-huit heures à compter de leur arrivée.

En cas de nécessité dûment démontrée, le Bourgmestre peut autoriser une prolongation de séjour strictement limitée à ce qui est requis.

CHAPITRE VI : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DISPOSITIONS GENERALES

Section 1 : Les sanctions administratives

Article 91

Les infractions aux articles du présent règlement à l'exception des articles 21 à 25 et 60 à 65 pourront être sanctionnées d'une amende administrative de 50 à 350€.

Article 92

Le cas échéant, outre l'éventuelle amende administrative qui pourrait être appliquée, le Collège Communal pourra imposer la suspension administrative ou le retrait administratif de la permission ou de l'autorisation accordée ou encore la fermeture administrative de l'établissement concerné.

Section 2 : Les mesures alternatives à l'amende administrative

Sous-section 1 : La médiation locale

Article 93

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, il est mis en place une procédure de médiation locale pour les infractions aux dispositions du présent titre en vigueur sur le territoire de la commune et passible d'une amende administrative.

La médiation locale est une mesure permettant au contrevenant, grâce à l'intervention d'un médiateur, de réparer ou d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit.

Article 94

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une médiation au contrevenant majeur si une victime a été identifiée et que le contrevenant donne son accord.

L'indemnisation ou la réparation du dommage est négociée et décidée librement par les parties.

Article 95

§1. A la clôture d'une médiation dans le cadre des sanctions administratives communales, le médiateur ou le service de médiation rédige un bref rapport d'évaluation à destination du fonctionnaire sanctionnateur.

Ce rapport d'évaluation précise si la médiation :

- 1° a été refusée
- 2° s'est conclue par un échec
- 3° a abouti à un accord

§2. En cas d'accord, le rapport précise le type d'accord conclu et mentionne l'exécution ou la non-exécution de celui-ci.

§3. Une médiation réussie équivaut à une médiation ayant abouti à un accord exécuté, ou à un accord dont la non-exécution n'est pas le fait du contrevenant.

Article 96

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Sous-section 2 : La prestation citoyenne

Article 97

§1. Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, il est mis en place une procédure de prestation citoyenne pour les infractions aux dispositions du présent titre en vigueur sur le territoire de la commune et passible d'une amende administrative.

La prestation citoyenne est une prestation d'intérêt général effectuée par le contrevenant majeur ou mineur au profit de la collectivité.

§2. Elle consiste en :

1° une formation et/ou;

2° une prestation non rémunérée encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par la commune.

§3. La prestation citoyenne est encadrée par un service agréé par la commune ou une personne morale désignée par celle-ci.

Article 98

§1. Pour autant que le fonctionnaire sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à la demande de ce dernier, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

§2. Elle ne peut excéder trente heures (15h pour les mineurs) et doit être exécutée dans un délai de six mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

Article 99

§1. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate que la prestation citoyenne a été exécutée, il ne peut plus infliger une amende administrative.

§ 2. En cas de non-exécution ou de refus de la prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Section 3 : Le cas particulier des mineurs d'âge

Article 100

Les mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis sont passibles de poursuites administratives pour les infractions aux articles 2 à 5, 11 à 17, 27,28, 30 à 39, 40 à 46, 68 à 75, 80 à 84.

Dans ce cas, le montant de l'amende ne pourra dépasser 175 euros.

Article 101

L'offre de médiation locale est obligatoire lorsqu'elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis aux moments des faits.

Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation.

L'indemnisation ou la réparation du dommage est négociée et décidée librement par les parties.

Article 102

§1. A la clôture d'une médiation dans le cadre des sanctions administratives communales, le médiateur ou le service de médiation rédige un bref rapport

d'évaluation à destination du fonctionnaire sanctionnateur.

Ce rapport d'évaluation précise si la médiation :

- 1° a été refusée
- 2° s'est conclue par un échec
- 3° a abouti à un accord

§2. En cas d'accord, le rapport précise le type d'accord conclu et mentionne l'exécution ou la non-exécution de celui-ci.

§3. Une médiation réussie équivaut à une médiation ayant abouti à un accord exécuté, ou à un accord dont la non-exécution n'est pas le fait du contrevenant.

Article 103

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative, soit proposer une prestation citoyenne.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Article 104

§1. Préalablement à l'offre de médiation obligatoire, le fonctionnaire sanctionnateur pourra appliquer la procédure d'implication parentale.

§2. Pour ce faire, le fonctionnaire sanctionnateur porte, par lettre recommandée, à la connaissance des père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites vis-à-vis de ces faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre, dès la réception du procès-verbal ou du constat.

Il peut à cette fin demander une rencontre avec les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur et ce dernier.

§ 3. Après avoir recueilli les observations visées au § 2, et/ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer la procédure administrative.

Section 4 : Dispositions générales

Article 105

L'application des sanctions administratives ou autres ne préjudicie en rien au droit pour le Bourgmestre de recourir, aux frais, risques et périls du contrevenant, à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

Article 106

L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des

restitutions ainsi que des dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties.

Article 107

Toute personne qui ne respecte pas le prescrit d'un arrêté de police peut se voir infliger une ou plusieurs sanctions administratives, à savoir l'amende, la suspension administrative ou le retrait administratif de la permission ou de l'autorisation accordée ou encore la fermeture administrative de l'établissement concerné.

TITRE 2 :

INFRACTIONS RELATIVES A L'ARRET ET AU STATIONNEMENT

Article 1

Une amende administrative est prévue pour les infractions à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique visées à l'article 2, qui sont commises par des personnes physiques majeures ou des personnes morales.

Les montants des amendes administratives et du paiement immédiat des amendes administratives sont fixés à l'article 3.

Article 2

Pour les infractions au présent titre, l'amende administrative est, en cas d'absence du conducteur, mise à charge du titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule.

Article 3

§ 1^{er}. Sont des infractions de première catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 55 euros :

a	Dans les zones résidentielles, le stationnement est interdit sauf :	22bis, 4°, a)
	- aux emplacements qui sont délimités par des marques routières ou un revêtement de couleur différente et sur lesquels est reproduite la lettre "P";	
	- aux endroits où un signal routier l'autorise.	
b	Sur les voies publiques munies de dispositifs surélevés, qui sont annoncés par les signaux A14 et F87, ou qui, aux carrefours sont seulement annoncés par un signal A14 ou qui sont situés dans une zone délimitée par les signaux F4a et F4b, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur ces dispositifs, sauf réglementation locale.	22ter.1, 3°
c	Dans les zones piétonnes, le stationnement est interdit.	22sexies2
d	Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé à droite	23.1, 1°

	par rapport au sens de sa marche	
	Toutefois, si la chaussée est à sens unique, il peut être rangé de l'un ou de l'autre côté.	
e	Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé :	23.1, 2°
	- hors de la chaussée sur l'accotement de plain-pied ou, en dehors des agglomérations, sur tout accotement;	
	- s'il s'agit d'un accotement que les piétons doivent emprunter, une bande praticable d'au moins un mètre cinquante de largeur doit être laissée à leur disposition du côté extérieur de la voie publique;	
	- si l'accotement n'est pas suffisamment large, le véhicule doit être rangé partiellement sur l'accotement et partiellement sur la chaussée;	
	- à défaut d'accotement praticable, le véhicule doit être rangé sur la chaussée.	
f	Tout véhicule rangé totalement ou partiellement sur la chaussée doit être placé :	23.2, al. 1 ^{er} , 1° à 3°
	1° à la plus grande distance possible de l'axe de la chaussée;	
	2° parallèlement au bord de la chaussée, sauf aménagement particulier des lieux;	
	3° en une seule file.	
	Les motocyclettes sans side-car ou remorque peuvent toutefois stationner perpendiculairement sur le côté de la chaussée pour autant qu'elles ne dépassent pas le marquage de stationnement indiqué.	23.2, alinéa 2
g	Les bicyclettes et les cyclomoteurs à deux roues doivent être rangés en dehors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique de telle manière qu'ils ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers, sauf aux endroits signalés conformément à l'article 70.2.1.3° f de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.	23.3
h	Les motocyclettes peuvent être rangées hors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, de telle manière qu'elles ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers.	23.4
i	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou de les gêner sans nécessité, en particulier :	24, al. 1 ^{er} , 2°, 4° et 7° à 10°
	- à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont	

	obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable;	
	- sur la chaussée à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres en deçà des passages pour piétons et des passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues;	
	- aux abords des carrefours, à moins de 5 mètres du prolongement du bord le plus rapproché de la chaussée transversale, sauf réglementation locale;	
	- à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés aux carrefours, sauf réglementation locale;	
	- à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés en dehors des carrefours sauf pour les véhicules dont la hauteur, chargement compris ne dépasse pas 1,65 m, lorsque le bord inférieur de ces signaux se trouve à 2 mètres au moins au-dessus de la chaussée;	
	- à moins de 20 mètres en deçà des signaux routiers sauf pour les véhicules dont la hauteur, chargement compris ne dépasse pas 1,65 m, lorsque le bord inférieur de ces signaux se trouve à 2 mètres au moins au-dessus de la chaussée.	
j	Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement :	25.1
	- à moins d'1 mètre tant devant que derrière un autre véhicule à l'arrêt ou en stationnement et à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à un autre véhicule ou son dégagement;	1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
	- à moins de 15 mètres de part et d'autre d'un panneau indiquant un arrêt d'autobus, de trolleybus ou de tram;	
	- devant les accès carrossables des propriétés, à l'exception des véhicules dont le signe d'immatriculation est reproduit lisiblement à ces accès;	
	- à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à des emplacements de stationnement établis hors de la chaussée;	
	- en dehors des agglomérations sur la chaussée d'une voie publique pourvue du signal B9;	
	- sur la chaussée lorsque celle-ci est divisée en bandes de circulation, sauf aux endroits pourvus du signal E9a ou E9b;	
	- sur la chaussée, le long de la ligne discontinue de couleur jaune, prévue à l'article 75.1.2° de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;	
	- sur les chaussées à deux sens de circulation, du côté opposé à celui où un autre véhicule est déjà à l'arrêt ou en stationnement, lorsque le croisement de deux autres véhicules en serait rendu malaisé;	
	- sur la chaussée centrale d'une voie publique comportant trois chaussées;	
	- en dehors des agglomérations, du côté gauche d'une chaussée d'une voie publique comportant deux chaussées ou sur le terre-plein séparant ces chaussées.	

k	Il est interdit de faire apparaître sur le disque des indications inexactes. Les indications du disque ne peuvent être modifiées avant que le véhicule n'ait quitté l'emplacement.	27.1.3
l	Il est interdit de mettre en stationnement plus de vingt-quatre heures consécutives sur la voie publique des véhicules à moteur hors d'état de circuler et des remorques.	27.5.1
	Dans les agglomérations, il est interdit de mettre en stationnement sur la voie publique pendant plus de huit heures consécutives des véhicules automobiles et des remorques lorsque la masse maximale autorisée dépasse 7,5 tonnes, sauf aux endroits pourvus du signal E9a, E9c ou E9d.	27.5.2
	Il est interdit de mettre en stationnement sur la voie publique pendant plus de trois heures consécutives des véhicules publicitaires.	27.5.3
m	Ne pas avoir apposé la carte spéciale visée à l'article 27.4.3, de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ou le document qui y est assimilé par l'article 27.4.1. du même arrêté sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule mis en stationnement aux emplacements de stationnement réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées.	27bis
n	Ne pas respecter les signaux E1, E3, E5, E7 et de type E9 relatifs à l'arrêt et au stationnement.	70.2.1
o	Ne pas respecter le signal E11.	70.3
p	Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques au sol des îlots directionnels et des zones d'évitement.	77.4
q	Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques de couleur blanche définies à l'article 77.5 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique qui délimitent les emplacements que doivent occuper les véhicules.	77.5
r	Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques en damier composées de carrés blancs apposées sur le sol.	77.8
s	Ne pas respecter le signal C3 dans le cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.	68.3
t	Ne pas respecter le signal F 103 dans le cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.	68.3

§ 2. Sont des infractions de deuxième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 110 euros :

a	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur les routes pour automobiles, sauf sur les aires de stationnement indiquées par le signal E9a.	22.2 en 21.4.4°
b	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou de les gêner sans nécessité, notamment :	24, al. 1 ^{er} , 1°, 2°, 4°, 5° et 6°
	- sur les trottoirs et, dans les agglomérations, sur les accotements en	

	saillie, sauf réglementation locale;	
	- sur les pistes cyclables et à moins de 3 mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable;	
	- sur les passages pour piétons, sur les passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues et sur la chaussée à moins de 3 mètres en deçà de ces passages;	
	- sur la chaussée, dans les passages inférieurs, dans les tunnels et sauf réglementation locale, sous les ponts;	
	- sur la chaussée à proximité du sommet d'une côte et dans un virage lorsque la visibilité est insuffisante.	
c	Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement :	25.1, 4°, 6°, 7°
	- aux endroits où les piétons et les cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent emprunter la chaussée pour contourner un obstacle;	
	- aux endroits où le passage des véhicules sur rails serait entravé;	
	- lorsque la largeur du passage libre sur la chaussée serait réduite à moins de 3 mètres.	
d	Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement aux emplacements de stationnement signalés comme prévu à l'article 70.2.1.3°, c de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, sauf pour les véhicules utilisés par les personnes handicapées titulaires de la carte spéciale visée à l'article 27.4.1 ou 27.4.3 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.	25.1, 14°

§ 3. Sont des infractions de quatrième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 330 euros :

a	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau.	24, al. 1 ^{er} , 3°
---	--	------------------------------

TITRE 3 :

REGLEMENT RELATIF AUX INFRACTIONS ENVIRONNEMENTALES

CHAPITRE I : INTERDICTIONS PREVUES PAR LE DECRET DU 27 JUIN 1996 RELATIF AUX DECHETS

Article 1

Sont passibles d'une amende administrative en vertu du présent règlement, les comportements suivants:

1° l'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatifs aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier (2e catégorie).

2° l'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau (2e catégorie).

CHAPITRE II : INTERDICTIONS PREVUES PAR LE CODE DE L'EAU

Section 1 : En matière d'eau de surface

Article 2

Est passible d'une amende administrative en vertu du présent règlement:

§1er Celui qui commet une des infractions visées à l'article D.393 du Code de l'eau (3e catégorie). Sont notamment visés, à cet article, les comportements suivants:

1° le fait de vidanger et de recueillir les gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers, soit sans disposer de l'agrément requis, soit en éliminant les gadoues d'une manière interdite;

2° le fait de nettoyer un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire ou à moins de 10 mètres de celle-ci alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler sans disposer du permis d'environnement requis;

3° le fait de contrevenir à certaines dispositions adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface, en ce compris le fait de ne pas respecter le règlement communal [du ...] relatif aux modalités de raccordement à l'égout ;

4° le fait de tenter de commettre l'un des comportements suivants:

- d'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par le Gouvernement, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics, les collecteurs, les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement;
- de jeter ou de déposer des objets, d'introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface.

§2 Celui qui, en matière d'évacuation des eaux usées (3e catégorie):

1° N'a pas raccordé à l'égout l'habitation située le long d'une voirie qui en est déjà équipée;

2° N'a pas raccordé pendant les travaux d'égouttage son habitation située le long d'une voirie qui vient d'être équipée d'égouts;

3° N'a pas sollicité l'autorisation préalable écrite du collège communal pour le raccordement de son habitation;

4° A déversé l'ensemble des eaux pluviales et des eaux claires parasites dans l'égout séparatif sur les parties de la voirie ainsi équipée ou n'évacue pas les eaux pluviales par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation;

5° N'a pas équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires, en n'équipant pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration, en n'évacuant pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration, en ne mettant pas hors-service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou en ne faisant pas vider la fosse septique par un vidangeur agréé;

6° N'a pas raccordé à l'égout existant dans les 180 jours qui suivent la notification de la décision d'un refus de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle à la place du raccordement à l'égout;

7° N'a pas équipé d'origine toute nouvelle habitation construite en zone soumise au régime d'assainissement collectif, le long d'une voirie non encore équipée d'égout, d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'il est établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif;

8° N'a pas équipé d'un système d'épuration individuelle toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lequel s'applique le régime d'assainissement autonome;

9° N'assure pas que l'égout ne récolte pas les eaux claires parasites en ne raccordant pas l'habitation au réseau d'égouttage dès la mise en service de celui-ci, en n'équipant pas une nouvelle habitation, dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu, d'une fosse septique by-passable munie d'un dégraisseur, le cas échéant, et pourvue de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées;

10° N'a pas mis en conformité l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application, et ce en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé.

Section 2 : En matière d'eau destinée à la consommation humaine

Article 3

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement, celui qui commet une infraction visée à l'article D.401 du Code de l'eau. Sont notamment visés (4e catégorie):

1° le fait, pour le propriétaire d'une installation privée de distribution de l'eau, de ne pas avoir reçu la certification exigée en vertu de la législation;

2° le fait, pour un abonné qui s'approvisionne par le biais d'une ressource alternative ou complémentaire, de ne pas assurer une séparation complète entre ce réseau d'approvisionnement et le réseau d'eau de distribution;

3° le fait, pour un particulier, de ne pas autoriser l'accès à son installation privée aux préposés du fournisseur, dans la mesure où les conditions imposées par l'article D.189 du Code de l'eau ont été respectées;

4° le fait de prélever de l'eau sur le réseau public de distribution en dehors des cas prévus par le Code de l'eau ou sans l'accord du distributeur.

Section 3 : En matière de cours d'eau non navigables

Article 4

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 17 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ou à l'article D. 408 du Code de l'eau lorsqu'il sera entré en vigueur, à savoir notamment:

§1^{er} celui qui entrave le dépôt sur ses terres ou ses propriétés des matières enlevées du lit du cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux (3e catégorie);

§2 l'usager ou le propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable qui ne veille pas à ce que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au-dessus du niveau indiqué par le clou de jauge placé conformément aux instructions du gestionnaire et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau (4e catégorie);

§3 celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture, et ce conformément aux exigences de distance et de passage visées à l'article D.408 du Code de l'eau, ceci sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure (4e catégorie);

§4 celui qui dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau, obstrue le cours d'eau ou y introduit un objet ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux, laboure, herse, bêche ou ameublisse d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 mètre, mesurée à partir de la crête de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres, enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous de jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué du gestionnaire, laisse substituer les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus (4e catégorie);

§5 celui qui néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours

d'eau (4e catégorie) :

1° en ne plaçant pas, à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous de jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants;

2° en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées;

3° en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables.

§6 celui qui omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont il a la charge en ce qui concerne les ponts et ouvrages privés dont il est propriétaire (4e catégorie).

CHAPITRE III : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX ETABLISSEMENTS CLASSES

Article 5

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 77, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à savoir notamment (3e catégorie):

1° L'absence de consignation dans un registre de toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou 2 lorsque la consignation dans un registre est requise;

2° Le fait de ne pas avoir porté à la connaissance des autorités concernées la mise en œuvre du permis d'environnement ou unique;

3° Le fait de ne pas prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier; le fait de ne pas signaler immédiatement à l'autorité compétente, tout accident ou incident de nature à porter préjudice à l'homme ou à l'environnement; le fait de ne pas informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération, sauf cas de force majeure;

4° Le fait de ne pas conserver, sur les lieux de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des autorisations en vigueur.

**CHAPITRE IV : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DE
LA LOI DU 12 JUILLET 1973 SUR LA CONSERVATION DE LA
NATURE**

Article 6

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 63 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

§1 Sont notamment visés par l'article 63, alinéa 1, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les comportements suivants (3e catégorie):

1° Tout fait susceptible de perturber les oiseaux appartenant à une des espèces vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ainsi que leurs sous-espèces, races ou variétés, quelle que soit leur origine géographique, ainsi que les oiseaux hybridés avec un oiseau de ces espèces, ainsi que le commerce ou l'utilisation de ceux-ci (L. 12.7.1973, art. 2, par. 2);

2° Tout fait susceptible de porter atteinte à certaines espèces de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés menacés et toute utilisation à but lucratif ou non de ces espèces (L. 12.7.1973, art. 2bis);

3° La détention, l'achat, l'échange, la vente ou la mise en vente de certaines espèces wallonnes de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés partiellement protégées, ainsi que la capture, la mise à mort et la perturbation intentionnelle de ces espèces et de leurs œufs, sauf la détention temporaire d'amphibiens ou de leur œufs à des fins pédagogiques ou scientifiques (L. 12.7.1973, art. 2ter);

4° L'utilisation de moyens de capture et de mise à mort interdits lorsque cette capture ou mise à mort est autorisée (L. 12.7.1973, art. 2quinquies);

5° Le fait d'introduire des souches ou des espèces animales non indigènes (sauf les espèces servant à l'agriculture ou à la sylviculture) dans la nature ou dans les parcs à gibier (L. 12.7.1973, art. 5ter);

6° Le fait de tuer, chasser, piéger ou déranger les espèces dans les réserves naturelles (L. 12.7.1973, art. 11, al. 1er);

7° Tout fait susceptible de porter intentionnellement atteinte à certaines espèces végétales ainsi qu'à leur habitat, ainsi que le commerce ou toute autre utilisation de ces espèces (L. 12.7.1973, art. 3, par. 2);

8° Le fait de couper, déraciner, mutiler des arbres ou arbustes et d'endommager le tapis végétal dans les réserves naturelles, sauf dans le cas où c'est prévu par un plan de gestion (L. 12.7.1973, art. 11, al. 2);

§2 Sont notamment visés par l'article 63, alinéa 2 de la loi du 12 juillet 1973, le fait de planter ou de replanter des résineux, de laisser se développer leurs semis ou de les maintenir, et ce à moins de six mètres de tout cours d'eau (L.

12.7.1973, art. 56, par. 1 et 2) (4e catégorie).

**CHAPITRE V : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DE
LA LOI DU 18 JUILLET 1973 RELATIVE A LA LUTTE CONTRE
LE BRUIT**

Article 7

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement, celui qui commet une infraction visée à l'article 11 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, à savoir le fait de créer directement ou indirectement, ou laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement (3e catégorie).

**CHAPITRE VI : INTERDICTIONS PREVUES EN VERTU DU
CODE DE L'ENVIRONNEMENT EN CE QUI CONCERNE LES
MODALITES DES ENQUETES PUBLIQUES**

Article 8

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article D. 29-28 du Code de l'environnement, à savoir tout qui fait entrave à l'enquête publique ou soustrait à l'examen du public des pièces du dossier soumis à enquête publique (4e catégorie).

**CHAPITRE VII : INFRACTIONS PREVUES PAR LA LOI DU
14 AOÛT 1986 RELATIVE A LA PROTECTION ET AU BIEN-
ETRE DES ANIMAUX**

Article 9

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 36 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, à savoir celui qui (3e catégorie) :

1° excite la férocité d'un animal en le dressant contre un autre animal ;

2° administre ou fait administrer à un animal des substances déterminées par le Roi, qui ont pour but d'influencer ses prestations, ou qui sont de nature à empêcher le dépistage des produits stimulants ;

3° enfreint les dispositions de l'article 4, du chapitre IV ou du chapitre VIII de la loi du 14 août 1986, autres que celles visées à l'article 35, 6°, ou des arrêtés pris en exécution de ces dispositions ;

Sont notamment visés les comportements suivants :

- *ne pas prendre les mesures nécessaires afin de procurer à l'animal une alimentation, des soins et un logement qui conviennent à sa nature, à ses besoins*

physiologiques et éthologiques, à son état de santé et à son degré de développement, d'adaptation ou de domestication ;

- *entraver sa liberté de mouvement au point de l'exposer à des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables ;*
- *ne pas octroyer à un animal habituellement ou continuellement attaché ou enfermé suffisamment d'espace et de mobilité conformément à ses besoins physiologiques et éthologiques ;*
- *ne pas octroyer à un animal l'éclairage, la température, le degré d'humidité, la ventilation, la circulation d'air et les autres conditions ambiantes du logement des animaux nécessaires aux besoins physiologiques et éthologiques de l'espèce ;*
- *ne pas respecter les conditions de transport d'un animal ;*
- *se livrer à des expériences sur les animaux sans être dûment autorisé à le faire.*

4° ne se conforme pas aux mesures visées à l'article 4, § 5 de la loi du 14 août 1986, et prescrites par les agents de l'autorité compétents ou rend inopérantes les mesures prises ;

5° impose à un animal un travail dépassant manifestement ses capacités naturelles ;

6° enfreint les dispositions du chapitre VI de la loi du 14 août 1986 ;

Sont notamment visés les comportements suivants :

- *mettre à mort un vertébré sans disposer des connaissances et des capacités requises ;*
- *ne pas se conformer aux conditions de mise à mort des vertébrés (ex. : étourdissement).*

7° se sert de chiens comme bêtes de somme ou de trait, sous réserve des dérogations que le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions peut accorder selon les conditions fixées par le Roi ;

8° met en vente, vend, achète ou détient un oiseau aveuglé ;

9° utilise un animal à des fins de dressage, d'une mise en scène, de publicité ou à des fins similaires, dans la mesure où il est évident qu'il résulte de cette utilisation impropre des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables ;

10° nourrit ou abreuve de force un animal, sauf pour des raisons médicales ou pour des expériences réalisées suivant le chapitre VIII de la loi du 14 août 1986 ou dans des élevages spécialisés déterminés par le Roi et aux conditions qu'il fixe ;

11° donne à un animal une substance qui peut lui causer des souffrances ou des lésions, sauf pour des raisons médicales ou pour les expériences définies au chapitre VIII de la loi du 14 août 1986 ;

12° en infraction à l'article 11 de la loi du 14 août 1986, cède des animaux à des personnes de moins de 16 ans ;

Cet article vise l'interdiction de céder à titre gratuit ou onéreux des animaux à des personnes âgées de moins de 16 ans, sans autorisation expresse des personnes qui exercent sur eux l'autorité parentale ou la tutelle.

13° expédie un animal contre remboursement par voie postale ;

14° se livre à une exploitation visée à l'article 5, § 1^{er} de la loi du 14 août 1986,

sans l'agrément exigée par cet article, enfreint les dispositions d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 6 ou 7 et les obligations définies à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'article 9, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et aux articles 10 et 12.

Sont notamment visés les comportements suivants :

- *exploiter des élevages de chiens, de chats, de refuges pour animaux, de pensions et d'établissements commerciaux pour animaux, de marchés et parcs zoologiques sans agrément de l'autorité compétente ;*
- *commercialiser des chiens ou chats sur la voie publique, sur les marchés ainsi que dans les foires, salon, expositions et en des circonstances similaires ;*
- *ne pas respecter les conditions d'exploitations ou de commercialisation déterminées par le Roi ;*
- *ne pas respecter les règles et délais applicables en matière d'animaux errant, perdu ou abandonnés.*

15° détient ou commercialise des animaux teints ;

16° propose ou décerne des animaux à titre de prix, de récompense ou de don lors de concours, de loteries, de paris ou dans d'autres circonstances similaires, sauf les dérogations qui pourront être accordées par le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions ;

Ces dérogations ne peuvent être accordées qu'à l'occasion de festivités, marchés annuels, concours et autres manifestations ayant un caractère professionnel ou assimilé.

Article 10

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 36*bis* de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, à savoir celui qui organise une course de chevaux et/ou un entraînement en préparation à une course de ce genre ou qui y participe, si la course a lieu totalement ou partiellement sur la voie publique, dont le revêtement consiste en asphalte, béton, pavés, briques ou un autre matériau dur (3e catégorie).

Article 11

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 40 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, à savoir les infractions à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ou à ses arrêtés d'exécution ou aux décisions et règlements européens en la matière qui ne sont pas reprises aux articles 35, 36, et 36*bis* de la loi précitée (3e catégorie).

Est, entre autres, visé l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens. Cet arrêté impose notamment les obligations suivantes :

- *Le responsable d'un chien fait identifier et enregistrer celui-ci avant l'âge de huit semaines ;*
- *Le responsable d'un chien fait en tout cas identifier et enregistrer celui-ci avant que le chien soit commercialisé ;*
Dérogations : (un chien identifié peut être commercialisé avant d'être enregistré)
1° le chien est né chez l'éleveur et il est commercialisé à un élevage agréé ou à

l'étranger dans les huit jours après l'identification ;

2° le chien provient de l'étranger et est commercialisé à l'étranger dans les huit jours après la finalisation de la procédure d'identification décrite au chapitre III de l'AR.

- *La preuve d'identification est fournie par le certificat d'identification dûment complété.*
- *La preuve d'identification et d'enregistrement des chiens enregistrés après le 6 juin 2004 est fournie par le passeport muni du certificat d'enregistrement.*
- *A l'exception des refuges, personne n'acquiert à titre gratuit ou onéreux un chien qui n'a pas été identifié et enregistré suivant les dispositions de l'AR et qui n'est pas accompagné par la preuve d'identification et d'enregistrement ;*
- *Le transpondeur électronique est implanté par un vétérinaire ;*
- *Lors de tout changement de responsable, le cédant communique les données du nouveau responsable au service public compétent pour le bien-être animal par moyen de la carte "Modification des données" et ceci dans les huit jours ;*
- *Le passeport est immédiatement remis au nouveau responsable de l'animal ;*
- *Le responsable communique tout changement de ses données ou le décès de son chien le plus vite possible au service public compétent pour le bien-être animal par moyen de la carte "Modification des données".*

<p style="text-align: center;">CHAPITRE VIII : Interdictions prévues par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable</p>
--

Article 12

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 9 du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, à savoir (3e catégorie) :

- celui qui applique, utilise ou manipule des pesticides en contravention aux articles 3 (application des pesticides dans les espaces publics), 4 (application des pesticides dans des lieux fréquentés par le public ou des groupes vulnérables) et 6 (manipulation des produits phytopharmaceutiques à usage professionnel) du décret du 10 juillet 2013 ainsi qu'à leurs arrêtés d'exécution;
- celui qui contrevient aux principes généraux en matière de lutte intégrée contre les ennemis des végétaux, tels que fixés par le Gouvernement en application de l'article 5, § 1er, du décret du 10 juillet 2013.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE IX : SANCTIONS ADMINISTRATIVES</p>

Article 13

§1er. Les infractions au présent titre sont passibles d'une amende administrative, conformément à la procédure prévue aux articles D.160 et suivants du Code de l'environnement.

§2. Les infractions de 2e catégorie sont passibles d'une amende de 50 à 100.000 euros.

§3. Les infractions de 3e catégorie sont passibles d'une amende de 50 à 10.000 euros.

§4. Les infractions de 4e catégorie sont passibles d'une amende de 1 à 1.000 euros.

§5. En cas de récidive dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant maximal de l'amende administrative encourue est doublé.

CHAPITRE X: TRANSACTION

Article 14

L'agent remplit en trois exemplaires le formulaire établi conformément au modèle de l'annexe X de l'Arrêté du Gouvernement wallon insérant une partie VIII dans la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'Environnement (M.B. 27.01.2009).

Lorsque plusieurs infractions ont été constatées à charge d'un contrevenant en même temps, l'agent notifie toutes les infractions sur le même formulaire.

Article 15

En cas d'infraction visée à l'article D.159, § 2, qui n'a pas causé dommage immédiat à autrui, l'agent constatateur peut proposer au contrevenant une transaction dont le montant est établi comme suit :

1° incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier :

- 150 euros;

2° abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau :

- 50 euros en cas de non-respect de l'autocollant apposé sur une boîte aux lettres pour prévenir la production de déchets de papier publicitaire;

- 50 euros en cas d'abandon d'une déjection canine;

- 50 euros en cas d'abandon de mégot, de canette ou de chewing-gum;

- 150 euros en cas d'abandon d'un emballage, d'un sac poubelle, d'un bidon d'huile usagée, d'un récipient ou un fût de 200 l même vide, de déchets inertes seuls ou en mélange générés par les travaux de transformation réalisés par des

non professionnels, de déchets amiantifères;

3° infractions de troisième et quatrième catégorie aux législations visées à l'article D.138, alinéa 1er :

- 50 euros en cas d'infraction de quatrième catégorie;
- 150 euros en cas d'infraction de troisième catégorie;

Article 16

Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée, la somme à consigner est égale à celle fixée à l'article précédent augmentée d'une somme forfaitaire de 150 euros.

Article 17

Le paiement par bulletin de virement ou par voie électronique concerne les personnes ayant un domicile ou une résidence fixe en Belgique.

Si le contrevenant est présent lors de la constatation de l'infraction, le formulaire de paiement peut lui être remis sur le champ.

Si le contrevenant est absent, un exemplaire du formulaire mentionné à l'article 10 est envoyé à son domicile.

Si le contrevenant accepte la transaction, il renvoie le formulaire dûment complété à l'agent dans un délai de cinq jours à dater de sa réception.

En cas de non-paiement malgré l'acceptation de la transaction, un rappel est envoyé. Ce rappel fait courir les intérêts de retard.

Article 18

Tous les documents relatifs à la perception ou à la consignation d'une somme sont consignés dans un registre et sont conservés pendant trois ans dans les bureaux de l'administration dont relève l'agent ayant procédé à cette perception ou à cette consignation.

CHAPITRE XI: MEDIATION

Article 19

Conformément à l'article D. 169bis du Livre Ier du Code de l'Environnement, il est mis en place une procédure de médiation visant à l'indemnisation et/ou la réparation, réelle ou symbolique, de tout dommage causé par l'auteur d'une infraction aux dispositions du présent règlement en vigueur sur le territoire de la commune et passible d'une amende administrative.

Il appartient au Fonctionnaire sanctionnateur d'initier la procédure de médiation. La mise en œuvre de cette procédure revêt un caractère facultatif et est soumise à la libre appréciation du Fonctionnaire sanctionnateur.

L'auteur de l'infraction est libre d'accepter ou de refuser la procédure de médiation.

Au terme de la procédure de médiation, le Fonctionnaire sanctionnateur conserve le droit d'infliger une amende administrative, s'il le juge opportun.

TITRE 4 :

DISPOSITIONS CONCERNANT LA VOIRIE COMMUNALE

Le présent titre reprend des extraits du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, lequel établit les infractions de voirie. Pour les infractions sur voirie régionale, il conviendra de se référer au décret relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques du 19 mars 2009.

« On entend par :

1° voirie communale : voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à sa conservation, et dont la gestion incombe à l'autorité communale;

2° modification d'une voirie communale : élargissement ou rétrécissement de l'espace destiné au passage du public, à l'exclusion de l'équipement des voiries;

3° espace destiné au passage du public : espace inclus entre les limites extérieures de la surface destinée indifféremment aux usagers, en ce compris au parage des véhicules et ses accotements;

4° alignement général : document graphique à caractère réglementaire figurant dans un plan et déterminant les limites longitudinales tant présentes que futures d'une ou plusieurs voiries; il donne une destination publique aux terrains qui sont ou seront incorporés dans la voirie; ces terrains sont ainsi, le cas échéant, grevés d'une servitude légale d'utilité publique;

5° alignement particulier : limite actuelle ou future entre la voirie publique et un bien privé déterminé;

6° plan de délimitation : plan topographique fixant la position des limites longitudinales de la voirie communale;

7° atlas des voiries communales ou atlas : inventaire numérique sous forme littérale et cartographique établi et actualisé conformément au présent décret;

8° usage du public : passage du public continu, non interrompu et non équivoque, à des fins de circulation publique, à condition qu'il ait lieu avec l'intention d'utiliser la bande de terrain concernée dans ce but et ne repose pas sur une simple tolérance du propriétaire;

9° envoi : tout envoi dont le service de distribution, quel qu'il soit, permet de lui donner date certaine, ainsi qu'à sa réception; le gouvernement a la faculté de déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine.

[...]

Titre 6 – De la police de gestion des voiries communales

Art. 58. Le Gouvernement est habilité à adopter un règlement général de police de gestion des voiries communales, en ce compris une signalétique harmonisée obligatoire. Le règlement peut notamment porter sur les constructions et plantations le long des voiries, la gestion des fossés, des déblais et des talus, les limites d'excavation à proximité des voiries, les défenses diverses aux actes commis sur ou aux alentours de la voirie, les poteaux et plaques indicatrices, l'entretien des plantations bordant la voirie, l'usage et l'occupation de la voirie et l'écoulement des eaux.

Art. 59. Les communes peuvent adopter des règlements complémentaires en la matière.

Titre 7 – Des infractions, de leurs sanctions et des mesures de réparation

Chapitre I^{er}. – Des infractions

Art. 60. § 1^{er}. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 10.000 euros au plus :

1° ceux qui, volontairement ou par défaut de prévoyance ou de précaution, dégradent, endommagent la voirie communale ou portent atteinte à sa viabilité

ou à sa sécurité²⁶;

2° ceux qui, sans l'autorisation²⁷ requise de l'autorité communale, d'une façon non conforme à celle-ci ou sans respecter les conditions générales fixées par le Gouvernement

a) occupent ou utilisent la voirie communale d'une manière excédant le droit d'usage qui appartient à tous²⁸;

b) effectuent des travaux sur la voirie communale²⁹;

3° sans préjudice du chapitre II, du Titre 3, ceux qui, en violation de l'article 7 du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale, ouvrent, modifient ou suppriment une voirie communale sans l'accord préalable du conseil communal ou du Gouvernement.

§ 2. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 1.000 euros au plus:

1° ceux qui font un usage des poubelles, conteneurs ou récipients placés sur la voirie communale qui n'est pas conforme à l'usage auxquels ils sont normalement destinés ou à l'usage fixé réglementairement;

2° ceux qui apposent des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales ou photographiques, des tracts ou des papillons sur la voirie communale à des endroits autres que ceux autorisés par l'autorité communale;

3° ceux qui refusent d'obtempérer aux injonctions régulières données par les agents visés à l'article 61, § 1er, dans le cadre de l'accomplissement des actes d'informations visés à l'article 61, § 4, 1°, 3° et 4°; 5° ceux qui entravent

26

Les souillures restent visées par le règlement général de police dans la section propreté publique.

27

Assortie de conditions.

28

Ce qui vise entre-autres les manifestations sur la voie publique, les activités (chanteurs, colporteurs, distributeurs de journaux/revues/tracts), l'utilisation privative de la voie publique (dont dépôt de matériel et/ou de matériaux et/ou d'échafaudage, le passage et le stationnement de véhicules de chantiers,...) en ce compris les trottoirs.

29

l'accomplissement des actes d'information visés à l'article 61, § 4.

[...]

CHAPITRE III. - De la remise en état des lieux

Art. 63. § 1er. Dans les cas d'infraction visés à l'article 60, § 1er, 1° (dégradations), et § 2, 2° (affichage), l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie communale en état ou procéder ou faire procéder aux actes et travaux mal ou non accomplis. Le coût, y compris, le cas échéant, le coût de la gestion des déchets conformément à la réglementation en vigueur, en est récupéré à charge de l'auteur de l'infraction.

§ 2. Dans les cas d'infraction visés à l'article 60, § 1er, 2° (utilisation privative de la voie et travaux) et 3°, et § 2, 1° (mauvaise utilisation des poubelles et conteneurs publics), l'autorité communale met en demeure l'auteur présumé de l'infraction de mettre fin aux actes constitutifs d'infraction et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre la voirie en état. Cette mise en demeure est adressée par recommandé et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter. Si l'auteur présumé de l'infraction n'a pas remis ou fait remettre la voirie communale en état dans le délai imparti, l'autorité communale peut y procéder elle-même ou y faire procéder, le coût des travaux de remise en état étant, dans ce cas, récupéré à charge de l'auteur de l'infraction. Dans les cas d'infraction visés à l'alinéa 1er, l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie en état, sans au préalable mettre en demeure l'auteur présumé de l'infraction à cet effet, si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° l'urgence ou les nécessités du service public le justifient;

2° pour des raisons d'ordre technique, environnemental ou de sécurité, il est contre-indiqué de permettre au contrevenant de remettre ou faire remettre lui-même la voirie communale en état;

3° l'auteur présumé de l'infraction n'est pas et ne peut pas être aisément identifié.

§ 3. Le Gouvernement a la faculté d'arrêter les modalités de calcul du coût de la remise en état des lieux lorsque les travaux sont exécutés par le personnel communal. Le coût de la remise en état des lieux à récupérer à charge du contrevenant est majoré d'une somme forfaitaire pour frais de surveillance et de gestion administrative égale à dix pour cent du coût des travaux, avec un minimum de cinquante euros, que les travaux soient réalisés par le personnel des services communaux ou par une entreprise extérieure.

§ 4. Si le contrevenant reste en défaut de payer le coût des travaux de remise en état des lieux ou les frais de surveillance et de gestion administrative qui lui sont réclamés, ceux-ci peuvent être recouvrés par voie de contrainte, selon des modalités à déterminer par le Gouvernement, malgré l'existence d'une action pénale sur laquelle il n'aurait pas encore été définitivement statué à raison des faits ayant justifié la remise en état des lieux. »

TITRE 5 :

DISPOSITIONS FINALES COMMUNES

Article 1 :

Le présent règlement abroge les règlements ou parties de règlements antérieurs relatifs aux matières qu'il concerne.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur au 1^{er} mars 2016.

Article 3

Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

2. **Rapport d'avancement final 2015 de la Conseillère énergie. Adoption.**

Mademoiselle LEJEUNE, Conseillère énergie, expose son rapport annuel 2015.

Monsieur SALMON remercie Mademoiselle LEJEUNE pour son travail d'une utilité incontestable. Il est cependant inquiet de la remarque formulée au point E du rapport : « *Il serait intéressant que le conseiller et le pouvoir politique définissent ensemble les objectifs du conseiller en début d'année. Le rapport annuel en fin d'année reprendrait ces objectifs et leurs états d'avancement* ». Il demande s'il doit comprendre que la vision n'est pas claire.

Mademoiselle LEJEUNE répond que la vision est claire mais qu'il serait intéressant de disposer d'une stratégie chiffrée.

Monsieur SALMON demande si l'on pourrait reparler du bilan énergétique dans le cadre de POLLEC 2.

Mademoiselle LEJEUNE déclare que le bilan est prêt.

Monsieur SALMON indique que c'est magnifique car il allait proposer le point.

Madame HAIDON dit que Mademoiselle LEJEUNE indique dans le rapport que l'on constate une augmentation de la consommation en électricité dans certaines salles suite à l'augmentation de la fréquentation de celles-ci. Elle voudrait savoir si des mesures sont envisagées au niveau de l'isolation de certains bâtiments relativement vétustes, tels que les locaux de la Plaine de jeux.

Mademoiselle LEJEUNE répond que bizarrement la Plaine de jeux qui est préfabriquée, n'est pas énergivore.

Madame HAIDON déclare qu'il y a peut-être aussi d'autres structures (p.ex. la Maison des jeunes) dans lesquelles il y aura inévitablement des consommations

supplémentaires autres que l'électricité.

Mademoiselle LEJEUNE répond qu'elle va établir un rapport pour le Collège à ce sujet.

Monsieur le Bourgmestre indique qu'il ne voit pas d'inconvénient à ce que ces informations soient transmises aux Conseillers.

Madame HAIDON voudrait savoir ce que Mademoiselle LEJEUNE entend par sensibilisation des agents de la piscine.

Mademoiselle LEJEUNE indique qu'il s'agit au stade actuel du responsable sportif, Monsieur MAURISSEN.

Monsieur SALMON aimerait pouvoir prendre connaissance du bilan carbone.

Mademoiselle LEJEUNE répond que l'on n'en dispose pas encore car c'est la Province qui doit l'établir, normalement dans le courant de l'année 2016.

Monsieur le Bourgmestre précise que des informations seront données au Conseil communal concernant POLLEC 2.

Le Conseil communal, réuni en séance publique ;

Vu le courrier du 11 septembre 2008, adressé au Collège communal de SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE, référencé IG/08022, par lequel Monsieur M. CHARLIER, Directeur général f.f. au Ministère de la Région wallonne, Division de l'Energie, confirme l'octroi d'une subvention en vue de couvrir les frais de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre du programme « Communes Energ-Ethiques » visant à mettre en place un conseiller énergie au service des communes de SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE, VERLAINE, FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER et CRISNEE ;

Attendu que la commune de SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE, en partenariat avec les communes de VERLAINE, FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER et CRISNEE, a signé la charte de la « Commune Energ-Ethique » ;

Considérant qu'en égard au volume de travail auquel la Conseillère énergie est confrontée, il est apparu nécessaire d'accroître son temps de travail dans la commune de SAINT-GEORGES et de le porter à 3 jours/semaine;

Considérant par ailleurs le courrier du 28/01/2014 de la commune de VERLAINE stipulant qu'elle serait disposée à augmenter les prestations de la Conseillère énergie à raison d'un jour/semaine, ce qui les porteraient à 2 jours/semaine;

Considérant les courriels d'avril 2014 des communes de CRISNEE et de FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER par lesquels elles font part de leur volonté d'engager un Ecopasseur pour leur deux communes et de résilier la convention initiale liant les 4 communes ;

Vu la délibération du Collège communal du 24 février 2014 prenant la décision de principe de :

- **Résilier de commun accord** la convention de partenariat (Charte "Commune Energ-Ethique") signée conjointement par les communes de CRISNEE, FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER, SAINT-GEORGES et VERLAINE en 2008;
- **partager le temps de travail** (temps-plein) de la Conseillère énergie entre la commune de SAINT-GEORGES et celle de VERLAINE à raison de 3 jours/semaine à SAINT-GEORGES et 2 jours/semaine à VERLAINE ;

Attendu que le rapport annuel établi par la Conseillère énergie arrêté au 31/12/2015 doit être soumis à l'adoption du Conseil communal avant d'être envoyé à Monsieur DOUILLET de la Région wallonne et Madame DUQUESNE de l'Union des Villes et Communes de Wallonie asbl ;

Vu les dispositions du CDLD ;

A l'unanimité :

DECIDE :

- D'approuver le rapport annuel arrêté au 31/12/2015 établi par la Conseillère en Energie ;
- De charger la Conseillère en Energie du suivi de ce rapport.

3. **Piscine communale. Informations.**

Monsieur le Bourgmestre espère obtenir dans les prochains jours le feu vert d'INFRASPORTS quant aux attributions des marchés afférents au solde des subsides.

Madame HAIDON rappelle que l'on a annoncé à un moment donné qu'on pourrait rouvrir la piscine à la fin du 1^{er} trimestre 2016, or, elle constate que le chantier est quelque peu staté. Elle voudrait savoir ce que dit l'architecte en ce qui concerne les délais pour terminer les travaux. Elle signale aussi avoir pris contact avec INFRASPORTS au sujet de l'avancement des dossiers.

Monsieur le Bourgmestre tient à stipuler qu'il est pénible d'obtenir des avancées au niveau d'INFRASPORTS, ce, en dépit de multiples contacts téléphoniques et de l'envoi de nombreux mails.

Madame HAIDON le comprend mais elle voudrait savoir s'il ne serait pas préférable d'avertir les clubs sportifs qu'il n'y a aucune garantie qu'on puisse rouvrir en avril, d'autant plus qu'un club avait prévu une compétition nationale en avril.

Monsieur le Bourgmestre répond qu'effectivement il y a une chance sur cent que la piscine soit ouverte pour le mois d'avril.

4. **CPAS. Construction de la nouvelle maison de repos. Informations.**

Madame SACRE déclare que les travaux avancent : les panneaux photovoltaïques sont installés, la géothermie est sur le point d'être raccordée. Elle décrit l'évolution des travaux à l'intérieur du bâtiment.

Madame HAIDON demande si l'on respecte toujours le timing du chantier et quand on pense déménager les résidents.

Madame SACRE répond que la fin des travaux est prévue fin mars et que l'on essaiera d'occuper la nouvelle maison de repos aussi vite que possible.

Monsieur le Bourgmestre rappelle qu'on y a d'ailleurs un intérêt financier puisqu'on paie une location à la SOWAER pour l'occupation des Jolis Bois.

Madame HAIDON signale que lors du dernier Conseil communal, elle avait notamment parlé de projets de vie pour la maison de repos. Elle demande si l'on pourrait revenir au Conseil communal avec des photos et inviter les membres du personnel porteurs des projets de vie pour les présenter. Elle a appris qu'il y avait eu une tentative de vol la semaine dernière à la maison de repos actuelle et voudrait savoir comment réagissent les pensionnaires et le personnel face à cet incident.

Madame SACRE explique qu'il y a eu effraction du bureau de la directrice pendant la nuit, que ni les pensionnaires ni le personnel n'ont été choqués car il n'y a pas eu de confrontation avec les malfrats qui ont pris la fuite sans rien emporter lorsqu'il ont entendu du bruit.

5. **Procès-verbaux des séances publiques du Conseil communal des 26/11/2015 et 16/12/2015. Adoption.**

Le Conseil communal, réuni en séance publique ;

Adopte à l'unanimité les procès-verbaux des séances publiques du Conseil communal des 26 novembre 2015 et 16 décembre 2015.

6. **Désignation d'un gardien de la Paix et d'un Agent constatateur environnemental. Décision.**

Le Conseil communal réuni en séance publique ;

Vu les différentes législations et leurs arrêtés d'exécution en matière de constatation des infractions aux règlements et ordonnances communaux, dont :

- La loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales,
- La loi du 15/05/2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale,
- Le décret du 06/02/2014 relatif à la voirie communale,
- Le Code de l'environnement ;

Vu les diverses modifications législatives récentes ;

Vu la réorganisation du Service « Gardiens de la Paix » ;

Vu le Règlement général de police tel qu'adopté ce 28/01/2016 ;

Vu les diverses formations suivies par Monsieur Laurent SWARTENBROUCKX ;

Attendu qu'il convient de désigner Monsieur Laurent SWARTENBROUCKX en qualité d'Agent constatateur environnemental compétent pour diverses matières et Monsieur Lionel GIUST en qualité de Gardien de la Paix ;

A l'unanimité :

DESIGNE :

- Monsieur **Laurent SWARTENBROUCKX** en qualité d'**Agent constatateur environnemental** compétent à titre principal en matière d'infractions environnementales, mais aussi, à titre accessoire, en matière d'infractions administratives (Agent constatateur SAC, c'est-à-dire pour constater les infractions administratives dans le cadre de la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, y compris les infractions visées à l'article 3, 3° de la loi – Infractions à l'arrêt et au stationnement), d'infractions de voirie.

- Monsieur **Lionel GIUST** en qualité de **Gardien de la Paix**.

7. **Régie Communale Autonome – Droit de jouissance de la piscine communale. Adoption.**

Madame HAIDON réitère la question déjà posée lors de précédents Conseils quant à savoir si une date a été fixée pour une assemblée générale de la RCA.

Monsieur le Bourgmestre signale qu'il s'absente une semaine et qu'ensuite on convoquera une réunion de l'AG.

Le Conseil communal réuni en séance publique ;

Vu la délibération du 29/01/2015 par laquelle le Conseil communal a décidé de constituer la Régie Communale Autonome de Saint-Georges et a adopté les statuts de celle-ci ;

Vu que cette décision du 29/01/2015 a fait l'objet d'un avis de publication affiché aux valves de la Maison communale en date du 02/02/2015 ;

Vu l'arrêté du 27/02/2015 du Ministre Wallon des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie, approuvant la délibération du Conseil communal susmentionnée ;

Vu que cette décision de l'autorité de tutelle a fait l'objet d'un avis de publication affiché aux valves de la Maison communale en date du 03/03/2015 ;

Attendu que pour obtenir le transfert de la qualité de Centre Sportif Local Intégré (CSLI) de l'ASBL Association Sportive de SAINT-GEORGES vers la Régie Communale Autonome à partir du 1^{er} janvier 2016, il convient de confier la jouissance de la piscine communale à la RCA, ce, dans l'attente du transfert de propriété, lequel ne pourra intervenir qu'à l'issue des travaux de rénovation de la piscine ;

A l'unanimité :

DECIDE :

- De confier le droit de jouissance de la piscine communale à la Régie Communale Autonome de Saint-Georges à partir du 1^{er} janvier 2016.
8. **Dénomination d'une voirie – Décision de renommer la portion de la rue Albert 1^{er} à partir du rond-point Lavigne (N614) jusque sa limite avec la commune de VERLAINE « rue Campagne du Moulin ».**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 26/11/2015 proposant de renommer la portion de la rue Albert 1^{er} à partir du rond-point Lavigne (carrefour avec la N614) jusque la limite avec la commune de VERLAINE « *Campagne du Moulin* » ;

Considérant que cette proposition de dénomination a été soumise à l'avis de la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie ;

Vu l'avis rendu par la Présidente de ladite Commission en date du 23/12/2015 reproduit ci-après : « *La Commission Royale de Toponymie et Dialectologie estime que la modification de dénomination se justifie pleinement par la disposition des lieux. Elle se réjouit du choix d'un toponyme traditionnel. Comme l'endroit à nommer n'est plus vraiment une campagne, mais bien une voirie urbanisée, le nom doit refléter cette réalité et la Commission recommande donc une dénomination « rue de la Campagne du Moulin ». En outre, elle tient à éviter que, si l'on officialise une forme « Campagne du Moulin », l'usage ne finisse par coller le mot rue devant, créant une forme tout à fait contraire à la syntaxe « rue Campagne du Moulin », à éviter à tout prix. » ;*

Considérant qu'il est exact que cette portion de voirie est urbanisée et n'est plus une campagne, que la remarque de la Commission s'avère dès lors pertinente ;

Considérant toutefois que le Collège communal, réuni ce 05/01/2016, a estimé que la dénomination « rue **de la** Campagne du Moulin » était trop longue et qu'il était préférable de dénommer la portion de voirie « rue Campagne du Moulin » ;

Vu que l'avis rendu par la Commission n'est nullement contraignant ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité :

DECIDE :

- De dénommer "*rue Campagne du Moulin*" la portion de la rue Albert 1^{er} à partir du rond-point Lavigne (carrefour avec la N614) jusque la limite avec la commune de VERLAINE.

9. Fourniture de stabilisé et béton pour 2016 – Approbation des conditions et du mode de passation.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-149 relatif au marché "Fourniture de Stabilisé et Béton pour 2016" établi par le Service des Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.751,10 € hors TVA ou 10.588,83 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire 2016 ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas exigé ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité :

DECIDE :

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges N° 2016-149 et le montant estimé du marché "Fourniture de Stabilisé et Béton pour 2016", établis par le Service des Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.751,10 € hors TVA ou 10.588,83 €, 21% TVA comprise.

Article 2 :

De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire 2016.

Article 4 :

Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. Fourniture de produits hydrocarbonés pour 2016 – Approbation des conditions et du mode de passation.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-147 relatif au marché “Fourniture de produits hydrocarbonés 2016” établi par le Service des Travaux ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Tarmac à chaud), estimé à 6.168,00 € horsTVA ou 7.463,28 €, 21% TVA comprise

* Lot 2 (Tarmac à froid), estimé à 10.331,25 € horsTVA ou 12.500,81 €, 21% TVA comprise

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 16.499,25 € hors TVA ou 19.964,09 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire 2016;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas exigé ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité :

DECIDE :

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges N° 2016-147 et le montant estimé du marché “Fourniture de produits hydrocarbonés 2016”, établis par le Service des Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 16.499,25 € hors TVA ou 19.964,09 €, 21% TVA comprise.

Article 2 :

De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire 2016.

Article 4 :

Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

11. Fourniture de granulats en calcaire pour 2016 – Approbation des conditions et du mode de passation.

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-148 relatif au marché "Fourniture granulats calcaire 2016" établi par le Service des Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.967,30 € hors TVA ou 6.010,43 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire 2016 ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas exigé ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité :

DECIDE :

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges N° 2016-148 et le montant estimé du marché "Fourniture

granulats calcaire 2016”, établis par le Service des Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.967,30 € hors TVA ou 6.010,43 €, 21% TVA comprise.

Article 2 :

De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3 :

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire 2016.

Article 4 :

Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

12. Dossier de candidature « Quartiers Nouveaux » - Marché de services – Décision prise d'urgence par le Collège communal en séance du 22/12/2015. Ratification.

Monsieur le Bourgmestre indique qu'à l'heure où il s'exprime, il n'est pas du tout certain que ce marché public sera conclu, ce, pour les raisons suivantes :

- Il y a peu de probabilité que la candidature soit retenue étant donné que seuls 10 projets seront sélectionnés parmi un grand nombre, or le montant du marché de services pour la désignation d'un auteur de projet chargé de la constitution du dossier de candidature n'est pas négligeable ;
- Il est à craindre qu'il y ait un antagonisme potentiel entre le PCAR Centre en cours et les contraintes inhérentes au label « Quartiers nouveaux » et le Collège ne souhaite pas prendre le risque d'être amené à revoir le PCAR.

Il ajoute que l'avis de la fonctionnaire déléguée de l'Urbanisme (DGO4) a été sollicité mais que l'on ne l'a pas encore reçu.

Monsieur SALMON demande ce qui pourrait convaincre Monsieur le Bourgmestre de répondre à cet appel à projets.

Monsieur le Bourgmestre répond qu'en cas d'avis négatif de la fonctionnaire déléguée, il sera encore éventuellement possible d'interroger le Cabinet du Ministre afin de connaître les risques encourus par rapport au PCAR.

Madame HAIDON voudrait revenir sur l'étude de l'attractivité économique de la Commune confiée à la Conférence des Elus : d'après ses informations, l'enquête auprès des commerçants a été postposée début janvier. Elle souhaite savoir où cela en est.

Monsieur le Bourgmestre déclare que très clairement, il n'a entrepris aucune démarche auprès de Madame LIBERT de la Conférence des Elus car il ne veut pas que cela s'apparente à de l'interventionnisme et qu'il attendra donc qu'elle revienne vers lui. Il signale qu'il y a cependant déjà un retour indirect puisque les commerçants ont décidé de remettre sur pied une association de commerçants.

Monsieur LEMESTRE demande si l'on sait déjà qui sera le président de cette association.

Monsieur le Bourgmestre répond négativement.

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Collège communal du 22/12/2015 portant sur le mode de passation et les conditions du marché de services en vue de la désignation d'un auteur de projet chargé de l'élaboration d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets « Quartiers Nouveaux » lancé par le Ministre wallon Di Antonio le 17/11/2015 ainsi que sur le choix des firmes à consulter ;

Considérant que cette décision a été prise en **urgence** par le Collège communal afin de pouvoir rentrer le dossier de candidature dans le délai imposé par le Ministre, à savoir pour le **25/03/2016** ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de prendre acte de la décision prise en urgence par le Collège communal ;

A l'unanimité :

Prend acte de la délibération du Collège communal du 22/12/2015 relative à l'approbation du mode de passation et des conditions du marché de services en vue de la désignation d'un auteur de projet chargé de l'élaboration d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets « Quartiers Nouveaux » et la ratifie.

13. Marchés publics de travaux, de fournitures, de services, de concessions de travaux et de services – Choix du mode de passation et arrêt des conditions du marché ou de la concession – Délégation de compétences au Collège communal. Décision.

Madame HAIDON souhaite que le Conseil communal soit informé des décisions prises par le Collège en matière de choix de mode de passation et d'arrêt des conditions des marchés pour lesquels il lui est donné délégation.

Monsieur le Bourgmestre est d'accord pour les marchés relevant du service extraordinaire du budget mais en ce qui concerne les marchés relatifs à des crédits inscrits au service ordinaire, il estime que cela sera trop fastidieux. Il signale que jusqu'à présent, la plupart des marchés financés à l'ordinaire étaient déjà décidés par le Collège.

Monsieur SALMON rejoint la demande de Madame HAIDON pour le service extraordinaire.

Monsieur le Bourgmestre est d'accord de communiquer les décisions relatives au service extraordinaire.

Le Conseil communal réuni en séance publique ;

Vu le décret du 17 décembre 2015, publié au Moniteur belge le 05/01/2016, modifiant les règles de compétences au sein des communes en matière de passation des marchés publics prévues à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

(CDLD) ;

Vu la note explicative rédigée par l'Union des Villes et Communes de Wallonie en date du 05/01/2016 à ce sujet ;

Considérant que le CDLD a été modifié afin notamment de tenir compte de la jurisprudence du Conseil d'Etat tendant à restreindre la possibilité de délégation de compétences du Conseil communal au Collège communal ;

Vu que l'article L1222-3 du CDLD tel que modifié par le décret du 17/12/2015, donne la faculté au Conseil communal de déléguer certaines compétences en matière de marchés publics au Collège communal ;

Considérant qu'en vue de faciliter la passation de certains marchés publics, il convient que le Conseil communal fasse usage de cette faculté de délégation ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité :

DECIDE :

Article 1 :

Le pouvoir du Conseil communal de choisir le mode de passation des marchés publics de travaux, de fournitures, de services, de concessions de travaux et de services et d'en arrêter les conditions est **délégué** au Collège communal :

- a) Pour les marchés publics financés par le service **ordinaire** du budget communal (article L1222-3, par. 2, al. 1^{er}) ;
- b) Pour les marchés publics financés par le service **extraordinaire** du budget communal d'un montant inférieur ou égal à **15.000 euros hors TVA** (article L1222-3, par. 3 du CDLD).

Article 2 :

La délibération du Conseil communal du 18/03/2009 déléguant au Collège communal le pouvoir de choisir le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et d'en fixer les conditions pour les marchés relatifs à la gestion journalière de la Commune, dans les limites des crédits inscrits au budget ordinaire est abrogée.

14. Fiscalité communale – Impact du Tax shift pour la période 2016 à 2021. **Information.**

Monsieur WANTEN donne l'impact du Tax shift communiqué par le SPF Finances pour les années 2016 à 2021. Il précise que l'impact doit être considéré de façon cumulative et qu'on arrive à une somme totale de l'ordre de 530.000 €, soit un impact annuel communal de l'ordre de 88.000 €.

Monsieur SALMON demande si le Collège envisage déjà des mesures par rapport à ces pertes de recettes. Il déclare que dans certaines communes, il est déjà question de

licenciements.

Monsieur WANTEN répond que le résultat budgétaire permet de constituer des provisions afin d'avoir un bas de laine pour amortir le choc.

15. **Comptabilité communale – Arrêté du 04/12/2015 du Ministre wallon des pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie approuvant après réformation les modifications budgétaires n° 1 de l'exercice 2015. Communication.**

Monsieur WANTEN communique l'arrêté ministériel du 04/12/2015 du Ministre Paul FURLAN approuvant après réformation les modifications budgétaires n° 1 de l'exercice 2015.

Monsieur le Bourgmestre-Président clôt la séance à 21h50 et invite l'assemblée à prendre le verre de l'amitié à l'occasion de l'an nouveau.

La Directrice générale,

Catherine DAEMS.

Par le Conseil ;

Le Bourgmestre,

Francis DEJON.